



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

PAR COURRIEL ET PLATEFORME **« CONSULTATIONS »**

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
Palais fédéral Nord
3003 Berne

Courriel : polg@bafu.admin.ch

Fribourg, le 31 mars 2026

2026-297

Paquet d'ordonnances environnementales de l'automne 2026 – Procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,
Madame, Monsieur,

La procédure de consultation citée en titre a retenu toute notre attention.

Par la présente, nous vous informons que le Conseil d'Etat a déposé sa réponse via la plateforme "Consultations". Les réponses sont jointes en annexes.

Le Conseil d'Etat soutient de manière générale le paquet d'ordonnances environnementales mis en consultation moyennant des propositions de modifications.

Concernant la révision de l'OLED, le Conseil d'Etat salue dans son principe la variante proposée pour la mise en œuvre de la collecte des déchets urbains privés par des prestataires privés ; toutefois certains points restent en suspens. Des précisions sont ainsi nécessaires à plusieurs endroits afin de garantir l'application de l'ordonnance sur les déchets. Par ailleurs, les adaptations prévues des valeurs limites pour les dioxines (PCDD) et les furanes (PCDF) dans les résidus issus du traitement thermique des déchets sont saluées. En revanche, le stockage de cendres de filtration non traitées dans des décharges en raison de goulets d'étranglement au niveau des capacités de traitement est jugé de manière critique.

Sur la révision de l'OSites, le Conseil d'Etat salue le fait que les terrains d'entraînement à la lutte contre l'incendie et à l'extinction, contaminés par des mousses d'extinction contenant des PFAS, ainsi que les aires de jeux pour enfants et les espaces verts, fassent l'objet de modifications. Pour autant, il est constaté que la subdivision des sites introduite par la révision de l'art. 32c LPE crée des incohérences, notamment parce qu'elle mélange des critères basés tantôt sur l'usage des sites,

tantôt sur la présence de substances spécifiques, ce qui complique l'application pour les cantons. Le manque d'harmonisation entre les différentes ordonnances (OSites, OSol, OTAS) accentue ces difficultés et génère des contradictions. La terminologie et la structure du texte révisé créent également des incertitudes juridiques, en particulier du fait d'une utilisation incohérente des notions de « site » et « site pollué » et de modifications de la systématique pouvant nuire à la sécurité juridique.

Finalement, l'élaboration d'une aide à l'exécution serait grandement appréciée pour la gestion des aires de jeux publiques. De nombreuses questions d'application restent encore à clarifier.

Pour ce qui est de l'OTAS, le Conseil d'Etat salue la modification de l'ordonnance, mais estime toutefois qu'il reste notamment nécessaire d'apporter des ajustements au niveau de la systématique et de la terminologie, en lien notamment avec la révision proposée de l'OSites.

Pour l'ORRChim - partie I : produits chimiques industriels, le Conseil d'Etat constate que la révision proposée vise essentiellement à se conformer aux engagements internationaux de la Suisse (convention de Stockholm, convention de Minamata) et à s'aligner à de nouvelles dispositions, en force ou prévues, de la législation européenne. Il salue ainsi très vivement le renforcement général des interdictions concernant les PFAS et en particulier leur abandon progressif dans les mousses anti-incendie. A ce sujet, il demande à la Confédération de mettre à disposition une aide à l'exécution claire. Il salue également les interdictions à venir pour les emballages de denrées alimentaires contenant des PFAS ainsi que la réglementation plus stricte concernant les ustensiles à usage unique. Il préconise par ailleurs la modification de certaines définitions (essentiellement à l'annexe 1.4) afin de les harmoniser avec l'Europe et la convention de Montreal.

Concernant la révision de l'ORRChim pour les parties II : produits phytosanitaires et III : engrais : si le Conseil d'Etat comprend les propositions de modification, il considère que des adaptations, en particulier à l'annexe 2.5 ch. 1.2 al. 3 let. e, et précisions doivent encore être fournies par l'OFEV, sous la forme d'une aide à l'exécution notamment pour la partie II relative aux produits phytosanitaires.

Pour ce qui est de la révision de l'OEaux, partie I : mise en œuvre de la motion Jauslin 22.3702, le Conseil d'Etat constate que la formulation employée est généraliste, permettant ainsi une certaine latitude d'interprétation par les autorités cantonales, mais également que les dispositions proposées nécessiteront un monitoring accru, ce qui engendra un besoin de ressources supplémentaires auprès des différentes parties prenantes. Pour la partie II relative au devoir de compte-rendu des cantons en cas de sécheresse, le Conseil d'Etat considère l'objectif de la modification comme légitime. Cependant, bien que le dispositif proposé permette une amélioration de la comparabilité des informations et une meilleure structuration au niveau national, celui-ci n'apporte aucune amélioration directe à la gestion opérationnelle des ressources en eau durant les périodes critiques.

Le Conseil d'Etat approuve finalement pleinement la révision de l'OPIChim permettant à la Suisse de se conformer à ses engagements internationaux en la matière.

Les commentaires précis sont à trouver sur la plateforme "Consultations"

Nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Philippe Demierre, Président



Danielle Gagnaux-Morel, Chancelière d'Etat

L'original de ce document est établi en version électronique

Annexes

—

Documents PDF extraits de la plateforme « Consultations »

Copie

—

à la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement, pour elle et le Service de l'environnement ;

à la Direction des institutions, de l'agriculture et de forêts, pour elle et le Service des forêts et de la nature, Grangeneuve et le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires SAAV ;

à la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle ;

à la Chancellerie d'Etat.

Paquet d'ordonnances environnementales de l'automne 2026

Ouverture de la consultation	22.12.2025
Délai de consultation	12.04.2026
Département compétent	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)
Service fédéral compétent	Office fédéral de l'environnement OFEV (OFEV)
Organisation compétente	Section Affaires politiques
Adresse	Worblentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Personne de contact	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Téléphone	+41 58 467 69 73

Remarques/Informations importantes

1. Veuillez saisir vos commentaires directement dans ce formulaire de réponse et ne pas utiliser de document séparé.
2. **Les «champs standard» sur fond bleu** ne seront pas repris lors du téléchargement sur «Consultations». Nous vous prions de bien vouloir modifier les informations de contact directement dans «Consultations».
3. Veuillez sélectionner un «critère d'acceptation» pour chaque commentaire.
4. La saisie d'un commentaire est facultative, mais si vous saisissez un commentaire, vous devez avoir sélectionné un critère d'acceptation, sinon votre saisie ne sera pas prise en compte.
5. Veuillez ne pas modifier la mise en forme des champs. Vous pouvez ajouter des notes et des commentaires sous les champs avant le saut de page, ceux-ci ne seront pas pris en compte lors du téléchargement.
6. Veuillez noter que le nombre maximum de caractères pris en compte par le système est de 10000 par champ de texte. Les textes plus longs seront tronqués.
7. Sous Aide & Contact, vous trouverez un bref mode d'emploi pour l'utilisation du «modèle Word» : [Aide & Contact Télécharger Word](#)
8. Le service spécialisé «Consultations» se tient à votre disposition pour toute question : consultations@gs-edi.admin.ch

Informations de contact des personnes donnant un avis

Organisation / entreprise	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abréviation	
Service compétent	Service de l'environnement
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Prénom	Christophe
Nom	Joerin
Numéro de téléphone (en cas de questions)	026 305 37 50
Envoyé le	

Réponse au: Ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques

Avis général

Réponse sur le projet global	Avis favorable
Explication / Remarque	<p>La révision proposée de l'ORRChim, concernant les produits à usage industriel, vise essentiellement à se conformer aux engagements internationaux de la Suisse (convention de Stockholm, convention de Minamata) et à s'aligner à de nouvelles dispositions, en force ou prévues, de la législation européenne.</p> <p>Nous saluons très vivement le renforcement général des interdictions concernant les substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) et en particulier leur abandon progressif dans les mousses anti-incendie.</p> <p>La révision de l'annexe 1.1 sur les polluants organiques persistants (POP) s'aligne sur les dernières inscriptions à l'Annexe A de la convention de Stockholm. Nous préconisons de vérifier la définitions donnée au ch.3 let.a des paraffines chlorées à chaîne moyennes PCCM et de l'adapter à la définition de la convention. Il est important que les exceptions prévues au ch.4 al.6 ne s'étendent pas à l'emploi et à la fabrication de PCCM dans la version finale.</p> <p>La révision de l'annexe 1.7 sur le mercure s'aligne sur les dernières interdictions de la convention de Minamata ce que nous saluons.</p> <p>La révision de l'annexe 1.16 sur les PFAS introduit de nouvelles limites pour les substances et objets contenant des PFOS alignées sur les dernières modifications du droit européen. Elle introduit une nouvelle catégorie (PFCA C15-C21). Sur ce point, la législation CH s'écarte du droit européen qui regroupe les PFCA C9-C14 et C15-C21 sous une seule catégorie (acides carboxyliques à chaîne longue C9-C21). Il nous semblerait utile de vérifier si les 2 catégories ne devraient être regroupées en Suisse pour des questions d'harmonisation et de simplification et de vérifier si l'exception dans les mousses incendies appliquées uniquement aux C9-</p>

C14 est justifiée.

En Suisse, certains hydrofluorocarbures insaturés partiellement halogénés HFO (les HFCO R-1233zd, R-1224yd) sont considérés comme des substances appauvrissant la couche d'ozone et d'autres non (R-1234yf, R-1234ze, R-1336mzz). Il s'agit là d'un d'une approche nationale suisse et non d'une obligation internationale puisque les HFO/HFCO ne sont pas intégrés à la convention de Montreal. Cela crée une divergence structurelle avec le droit de l'Union européenne, qui considère les HFO/HFCO exclusivement sous l'angle climatique (règlement F-Gaz), sans les classer comme substances SACO. Cette différence conduit à introduire des définitions en partie redondantes dans les annexes de l'ORRChim ce qui accentue la complexité de la législation CH. L'ajout de l'art. 6.1 de l'annexe 1.16, qui est un complément au ch. 3.1 al. 2 de l'annexe 1.4, en est un exemple. Cela conduit également à des différences avec l'Europe au niveau de l'autorisation d'installations contenant des HFO de type R-1233 ou R-1224. Nous préconisons de modifier les définitions de l'annexe 1.4 concernant les substances appauvrissant la couche d'ozone, pour les harmoniser avec l'Europe et la convention de Montreal.

Nous saluons les interdictions totales et progressives des PFAS dans les mousses anti-incendie.

Nous estimons toutefois que les interdictions, exceptions et délais transitoires formulés introduisent une grande complexité dans la compréhension. Nous demandons à la Confédération de mettre à disposition une aide à l'exécution claire dans laquelle l'état de la technique concernant le nettoyage des installations serait également expliqué. Nous estimons également que la notion d'« impuretés inévitables » est trop vague et risque de conduire à des interprétations non harmonisées voire incorrectes. Enfin, nous estimons que l'utilisation de mousse contenant des PFAS pour les exercices et tests devrait être interdite sans délai.

Nous saluons également les interdictions à venir pour les emballages de denrées alimentaires contenant des PFAS ainsi que la réglementation plus stricte concernant les ustensiles à usage unique et la modification subséquente de l'Ordonnance sur la mise sur les marchés de produits fabriqués selon des prescriptions étrangères OPPEtr. Il nous semble toutefois que le délai transitoire au 31 décembre 2027 pour une première mise sur le marché devrait être plus court. Nous proposons le 31 décembre 2026 (par comparaison, l'Europe interdit la première mise sur le marché dès le 12.08.2026). Nous estimons également qu'une interdiction d'utilisation professionnelle ou commerciale (dans la vente de denrées alimentaires) devrait être introduite d'ici 5 ans au maximum.

Nous vous remercions de bien vouloir prendre en considération notre demande et restons à votre disposition pour toute question complémentaire.

Avis détaillé

Titre / Question	Art. 4, let. c et d
Détail de l'article / autres informations	Les usages suivants requièrent une autorisation délivrée par les autorités mentionnées ci-dessous :
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Il nous paraît approprié d'ajouter les substances de base dans les usages soumis à autorisation, par exemple : a. l'usage de produits biocides, de produits phytosanitaires, de substances de base et d'engrais en forêt ...
Explication / Remarque	

Titre / Question	Art. 5, al. 1
Détail de l'article / autres informations	1 Une autorisation selon l'art. 4, let. a, c ou d, est accordée s'il n'est pas à craindre que l'usage prévu mette l'environnement en danger. L'autorisation est limitée dans le temps et dans l'espace.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	IV
Détail de l'article / autres informations	<p>1 La présente ordonnance entre en vigueur le 1er décembre 2026, sous réserve de l'al. 2.</p> <p>2 Les modifications suivantes entrent en vigueur comme suit :</p> <p style="padding-left: 40px;">a.l'annexe 1.7, ch. 1.1, al. 2, let. c, et ch. 1.1, al. 4 et 4bis, le 1er juin 2027 ;</p> <p style="padding-left: 40px;">b.l'annexe 2.6, le 1er août 2027.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 1.1
Détail de l'article / autres informations	Polluants organiques persistants
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Nous saluons les adaptations de l'annexe 1.1 aux dernières modifications de la Convention de Stockholm. Nous soutenons la décision de renoncer à certaines exceptions, notamment l'emploi de PCCM dans les chlorures de polyvinyle souples.</p> <p>Il nous paraît néanmoins important :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'adapter la définition des PCCM à celle de la convention de Stockholm selon décision SC-12/10

Titre / Question	Ch. 1, al. 3, let. d
Détail de l'article / autres informations	<p>3 L'annexe 1.16 s'applique aux substances suivantes :</p> <p>a.acide perfluorooctane sulfonique (SPFO) et substances apparentées ;</p> <p>d.acides perfluorocarboxyliques à longues chaînes (PFCA C9–C14 et PFCA C15–C21) et substances apparentées.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	d.acides perfluorocarboxyliques à longue chaîne (PFCA C9–C21) et substances apparentées.
Explication / Remarque	Il nous paraît justifié, pour question de simplicité et d'harmonisation avec l'UE, de regrouper tous les acides perfluorocarboxyliques à longue chaîne en une seule classe.

Titre / Question	Ch. 2, al. 1bis, let. c, et 2, let. C, al. 1bis
Détail de l'article / autres informations	1bis Les interdictions au sens du ch. 1, al. 1, let. b, ne s'appliquent pas aux substances et aux préparations si : c.leur teneur en paraffines chlorées à chaînes moyennes au sens du ch. 3, let. a, 19e tiret, n'excède pas 0,1 % masse.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	L'utilisation de la terminologie « 19e tiret » pour un élément non numéroté nous paraît néanmoins quelque peu singulière et peu pratique.

Titre / Question	Ch. 2, al. 1bis, let. c, et 2, let. C, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 L'interdiction au sens du ch. 1, al. 2, ne s'applique pas aux objets et à leurs composants si :</p> <p style="padding-left: 40px;">c. leur teneur en paraffines chlorées à chaînes moyennes au sens du ch. 3, let. a, 19e tiret, n'excède pas 0,1 % masse.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3, let. a, 3e, 18e et 19e tirets, et b, 4e tiret
Détail de l'article / autres informations	<p>a. Composés aliphatiques halogénés –acide perfluorooctane sulfonique (SPFO) et ses substances apparentées, –acides perfluorocarboxyliques à longues chaînes (PFCA C9–C14 et PFCA C15–C21) et ses substances apparentées, –paraffines chlorées à chaînes moyennes (chloroalcanes C14–C17 avec trois atomes de chlore ou plus) ;</p> <p>b. Composés monoaromatiques halogénés –chlorpyrifos (n° CAS 2921-88-2) ;</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	–acides perfluorocarboxyliques à longues chaînes (PFCA C9–C21) et leurs substances apparentées,
Explication / Remarque	Selon la décision SC-12/10 de la Convention de Stockholm reprise par le projet de l'UE, les PCCM contiennent un taux de chlore $\geq 45\%$ (masse) ce qui correspond à un nombre d'atomes de chlore ≥ 5 ou 6. La Suisse devrait s'aligner sur ces définitions afin d'éviter tout décalage d'interprétation, en particulier quand il s'agit d'évaluer si un objet ou une substance n'excède pas 0,1 % masse en PCCM.

Titre / Question	Ch. 4, al. 6
Détail de l'article / autres informations	<p>6 Les interdictions au sens du ch. 1, al. 1 et 2, ne s'appliquent pas :</p> <p>a.à la mise sur le marché et à l'emploi, jusqu'au 30 novembre 2031, des préparations suivantes contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes ainsi qu'à la mise sur le marché des objets fabriqués à l'aide de ces préparations pour les domaines d'application énoncés ci-après, si les objets ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er décembre 2031 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.colles et produits d'étanchéité pour la fabrication d'objets destinés aux domaines de l'aérospatiale et de la défense, 2.bandes adhésives pour encollages non porteurs pour la fabrication d'objets destinés aux domaines de l'aérospatiale et de la défense, 3.peintures et autres revêtements pour la fabrication d'objets destinés aux munitions et pour le marquage de munitions ; <p>b.à la mise sur le marché et à l'emploi, jusqu'au 31 décembre 2036, de produits de traitement du métal contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes en tant qu'additif extrême pression si les produits sont entièrement récupérés et éliminés de manière appropriée ;</p> <p>c.à la mise sur le marché et à l'emploi, jusqu'au 30 novembre 2041, des préparations suivantes contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes, ainsi qu'à la mise sur le marché des objets fabriqués à l'aide de ces préparations pour les domaines d'application énoncés ci-après, si les objets ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er décembre 2041 :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.produits pyrotechniques pour la fabrication de munitions à effets spéciaux tels que du bruit, de la fumée ou de la lumière, 2.peintures et revêtements intumescents pour la fabrication d'objets destinés aux domaines de l'espace et de la défense ainsi que pour la fabrication d'emballages pour ces objets à des fins de protection contre les températures extrêmes ; <p>d.à la mise sur le marché et à l'emploi, jusqu'au 30 novembre 2041, de peintures ou d'autres revêtements contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes destinés à la réparation d'objets dans les domaines de l'espace et de la défense ;</p> <p>e.à la mise sur le marché, jusqu'au 30 novembre 2041, de pièces de rechange contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes destinées à la réparation d'objets pourvus de peintures ou d'autres revêtements si des paraffines chlorées à chaînes moyennes ont été utilisées dans les peintures ou les autres revêtements lors de la fabrication de ces objets ayant des applications dans les domaines de l'espace et de la défense ;</p> <p>f.à la mise sur le marché, jusqu'au 30 novembre 2041, de</p>

	<p>pièces de rechange contenant des paraffines chlorées à chaînes moyennes destinées à la réparation des objets suivants contenant des matières plastiques, si des paraffines chlorées à chaînes moyennes ont été utilisées dans les matières plastiques lors de la fabrication de ces objets :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. objets ayant des applications dans les domaines de l'aérospatiale et de la défense, 2. véhicules à moteur, 3. machines destinées à l'agriculture, à la sylviculture, à la construction et au paysagisme, 4. dispositifs médicaux qui sont également des équipements électriques et électroniques, 5. appareils d'analyse, de mesure, de contrôle, de surveillance, d'essai, de production et d'inspection ; <p>g. à la mise sur le marché et à l'emploi de paraffines chlorées à chaînes moyennes et de préparations qui en contiennent pour la fabrication :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. de préparations pouvant être mises sur le marché en vertu des let. a à d, 2. de pièces de rechange pouvant être mises sur le marché en vertu des let. e et f.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre- proposition	
Explication / Remarque	<p>Les dispositions transitoires du Ch. 4, al. 6 ne concernent que la mise sur le marché et l'emploi de préparations et d'objets. Il est important que la version finale ne contienne pas d'exception pour la fabrication ou l'emploi de MCCP. Dans ce cas, et par analogie avec la proposition de l'UE (cf ci-dessus), il serait nécessaire de préciser que les libérations dans l'environnement devraient être évitées au maximum.</p>

Titre / Question	Annexe 1.7
Détail de l'article / autres informations	Mercure
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	La révision de l'ORRChim reprend les interdictions de la dernière révision de la Convention de Minamata, ce que nous saluons.

Titre / Question	Ch. 1.1, al. 2, let. c
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Il est interdit de mettre sur le marché :</p> <p>c. les types de produits suivants s'ils contiennent du mercure (n° CAS 7439-97-6) :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. commutateurs, relais ainsi que transducteurs, transmetteurs ou capteurs de pression de fusion, 2. pompes à vide au mercure, y compris celles dont l'utilisation requiert l'emploi de mercure, 3. appareils et masses d'équilibrage de roues, 4. pellicules et papiers photographiques, 5. propergols pour satellites et vaisseaux spatiaux ;
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	Repris des dernières interdictions de la Convention de Minamata.

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 4, phrase introductive, let. b et d, 4bis, 4ter et 6, let. b, al. 4
Détail de l'article / autres informations	<p>4 L'interdiction de mise sur le marché au sens du ch. 1.1, al. 2, let. c, ch. 1, ne s'applique pas aux commutateurs, aux relais ainsi qu'aux transducteurs, aux transmetteurs et aux capteurs de pression de fusion :</p> <p style="padding-left: 40px;">b.destinés à servir de composants et de pièces détachées pour des équipements pour lesquels l'annexe 2.18, ch. 3, dispose qu'ils peuvent contenir des commutateurs, des relais ainsi que des transducteurs, des transmetteurs ou des capteurs de pression de fusion contenant du mercure ;</p> <p style="padding-left: 40px;">d.abrogée</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 4, phrase introductive, let. b et d, 4bis, 4ter et 6, let. b, al. 4bis
Détail de l'article / autres informations	<p>4bis L'interdiction de mise sur le marché au sens du ch. 1.1, al. 2, let. c, ch. 1, ne s'applique pas :</p> <p>a.aux commutateurs et aux relais destinés à servir de pièces détachées pour les équipements, gros outils, grosses installations, moyens de transport, engins, dispositifs, panneaux photovoltaïques et orgues à tuyaux visés à l'art. 2, par. 4, let. b à k, de la directive 2011/65/UE ;</p> <p>b.aux transducteurs, aux transmetteurs et aux capteurs de pression de fusion destinés à servir de composants et de pièces détachées pour les gros outils et grosses installations visés à l'art. 2, par. 4, let. d et e, de la directive 2011/65/UE.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 4, phrase introductive, let. b et d, 4bis, 4ter et 6, let. b, al. 4ter
Détail de l'article / autres informations	4ter L'interdiction de mise sur le marché au sens du ch. 1.1, al. 2, let. c, ch. 2, ne s'applique pas à la mise sur le marché à des fins d'analyse et de recherche.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 4, phrase introductive, let. b et d, 4bis, 4ter et 6, let. b, al. 6
Détail de l'article / autres informations	6 L'interdiction de mise sur le marché au sens du ch. 1.1, al. 2, let. e, ne s'applique pas : b.aux équipements contenant du mercure destinés à être envoyés dans l'espace ;
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 2.1
Détail de l'article / autres informations	Il est interdit d'exporter des dispositifs de mesure, des commutateurs, des relais et des lampes, dès lors que leur mise sur le marché est interdite.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.1, let. a, ch. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>Il est interdit d'employer :</p> <p>a. du mercure (n° CAS 7439-97-6), des composés du mercure et des préparations contenant du mercure ou des composés du mercure pour fabriquer :</p> <p>1. des lampes s'il est interdit de les mettre sur le marché en vertu de l'annexe 2.18, ch. 3 ;</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	des lampes s'il est interdit de les mettre sur le marché en vertu de l'annexe 2.18, ch. 2 al.1 et ch.3.
Explication / Remarque	Formellement, l'interdiction est définie au ch. 2 et les exceptions au ch.3.

Titre / Question	Annexe 1.16
Détail de l'article / autres informations	Substances per- et polyfluoroalkylées Le ch. 6 devient le ch. 7
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1, titre
Détail de l'article / autres informations	1 Acide perfluorooctane sulfonique et substances apparentées
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.1
Détail de l'article / autres informations	Sont considérées comme des substances apparentées à l'acide perfluorooctane sulfonique sous ses formes isomères linéaires ou ramifiées et ses sels (SPFO) les substances dont la formule élémentaire est C ₈ F ₁₇ SO ₂ X et qui se décomposent en SPFO, où X correspond à un halogénure, un amide ou d'autres dérivés, y compris les polymères.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Il est interdit de fabriquer, de mettre sur le marché et d'employer :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. des SPFO et leurs substances apparentées ; b. des substances et des préparations qui dépassent les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> 1. une teneur en SPFO de 0,0000025 % masse (25 ppb), ou 2. une teneur en substances totales apparentées aux SPFO de 0,0001 % masse (1000 ppb).
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	Les limites sont abaissées ce qui correspond aux dernières dispositions de l'UE selon règlement 2025/718.

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Il est interdit de mettre sur le marché des objets ou des composants d'objets s'ils dépassent les valeurs suivantes :</p> <p style="padding-left: 40px;">a.une teneur en SPFO de 0,0000025 % masse (25 ppb) ; ou</p> <p style="padding-left: 40px;">b.une teneur en substances totales apparentées aux SPFO de 0,0001 % masse (1000 ppb).</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.1, al. 5 et 6, al. 5
Détail de l'article / autres informations	5 Sont considérées comme des substances apparentées à l'acide perfluoropentadécanoïque, à l'acide perfluorohexadécanoïque, à l'acide perfluoroheptadécanoïque, à l'acide perfluorooctadécanoïque, à l'acide perfluorononadécanoïque, à l'acide perfluoroéicosanoïque et à l'acide perfluorohénéicosanoïque sous leurs formes isomères linéaires ou ramifiées et leurs sels (PFCA C15–C21) les substances, y compris les polymères, possédant comme élément structurel un groupe perfluoroalkyle de formule C_nF_{2n+1} avec $n = 14 - 20$ sous forme linéaire ou ramifiée, fixé directement à un autre atome de carbone et se décomposant en PFCA C15–C21.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les PFCA C9-C14 et C15-C21 doivent être regroupés sous les PFCA C9-C21.
Explication / Remarque	Il nous paraît plus simple de regrouper tous les PFCA C9-C21 à l'al. 3 sans différencier les classes C9-C14 et C15-C21 quand bien même le ch.3.3 al. 4 ne concerne que le premier groupe.

Titre / Question	Ch. 3.1, al. 5 et 6, al. 6
Détail de l'article / autres informations	6 L'al. 5 ne s'applique pas : a.aux substances dont la formule élémentaire est $C_nF_{2n+1}X$ où $n = 15 - 21$ et X correspond à F, Cl ou Br ; b.aux acides perfluorocarboxyliques, y compris leurs dérivés comme les sels, les esters, les halogénures et les anhydrides, comportant 21 atomes de carbone perfluorés ou plus.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.2, al. 1, let. a et b, ch. 1 et 3, ainsi qu'al. 2, let. a et c, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Il est interdit de fabriquer, de mettre sur le marché et d'employer :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. des PFOA, des PFCA C9–C14, des PFCA C15–C21 et leurs substances apparentées respectives ;</p> <p style="padding-left: 40px;">b. des substances et des préparations qui dépassent les valeurs suivantes :</p> <p style="padding-left: 80px;">1. une teneur en PFOA, en substances totales de PFCA C9–C14 ou en substances totales de PFCA C15–C21 de 0,000025 % masse (25 ppb),</p> <p style="padding-left: 80px;">3. une teneur en substances totales apparentées aux PFCA C9–C14 ou en substances totales apparentées aux PFCA C15–C21 de 0,000026 % masse (260 ppb).</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les PFCA C9-C14 et C15-C21 doivent être regroupés sous les PFCA C9-C21.
Explication / Remarque	Cf. ci-dessus

Titre / Question	Ch. 3.2, al. 1, let. a et b, ch. 1 et 3, ainsi qu'al. 2, let. a et c, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Il est interdit de mettre sur le marché des objets ou des composants d'objets s'ils dépassent les valeurs suivantes :</p> <p>a.une teneur en PFOA, en substances totales de PFCA C9–C14 ou en substances totales de PFCA C15–C21 de 0,0000025 % masse (25 ppb) ;</p> <p>c.une teneur en substances totales apparentées aux PFCA C9–C14 ou en substances totales apparentées aux PFCA C15–C21 de 0,000026 % masse (260 ppb).</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les PFCA C9-C14 et C15-C21 doivent être regroupés sous les PFCA C9-C21.
Explication / Remarque	Cf. ci-dessus

Titre / Question	Ch. 3.3, al. 1, let. a, ch. 1 et 3, let. e, al. 2, phrase introductive et let. c, et al. 4, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Les interdictions au sens du ch. 3.2, al. 1, ne s'appliquent pas :</p> <p style="padding-left: 40px;">a.à la fabrication et à l'emploi d'une substance fluorée constituée d'une chaîne carbonée composée de six atomes ou moins, si :</p> <p style="padding-left: 80px;">1.cette substance contient des PFOA, des PFCA C9–C14, des PFCA C15–C21 ou leurs substances apparentées respectives en tant que sous-produits inévitables, ou</p> <p style="padding-left: 80px;">3.lors de l'emploi de cette substance, les émissions de PFOA, de PFCA C9–C14, de PFCA C15–C21 et de leurs substances apparentées respectives sont évitées selon l'état de la technique ou, si cela n'est pas possible, réduites autant que possible ;</p> <p style="padding-left: 40px;">e.à la fabrication, à la mise sur le marché et à l'emploi de fluoropolymères contenant des groupes perfluoroalkoxy dont la teneur totale en PFCA C9–C14 ou la teneur totale en PFCA C15–C21 ne dépasse pas 0,00001 % masse (100 ppb).</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les PFCA C9-C14 et C15-C21 doivent être regroupés sous les PFCA C9-C21.
Explication / Remarque	Cf. ci-dessus

Titre / Question	Ch. 3.3, al. 1, let. a, ch. 1 et 3, let. e, al. 2, phrase introductive et let. c, et al. 4, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Les interdictions de fabrication, de mise sur le marché et d'emploi au sens du ch. 3.2, al. 1, ainsi que les interdictions de mise sur le marché au sens du ch. 3.2, al. 2, ne s'appliquent pas aux dispositifs médicaux non invasifs et non implantables et à leurs composants ainsi qu'aux substances et préparations nécessaires à leur fabrication, si les composants de ces dispositifs ne dépassent pas les valeurs limites suivantes :</p> <p style="padding-left: 40px;">c.une teneur en PFCA C15–C21 et en substances totales apparentées aux PFCA C15–C21 de 0,0002 % masse (2000 ppb).</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les lettres b et c doivent être regroupées dans PFCA C9-C21.
Explication / Remarque	Cf. ci-dessus

Titre / Question	Ch. 3.3, al. 1, let. a, ch. 1 et 3, let. e, al. 2, phrase introductive et let. c, et al. 4, al. 4
Détail de l'article / autres informations	<p>4 L'interdiction au sens du ch. 3.2, al. 1, let. b, ne s'applique pas à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des PFOA, des PFCA C9–C14 ou leurs substances apparentées respectives qui sont stockées dans des récipients qui ne sont pas à usage unique et qui sont intégrés dans des systèmes mobiles ou fixes, si après le recours à des mousses sans fluor :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. la teneur des mousses anti-incendie en ces substances se limite à des impuretés inévitables dues à des remplissages antérieurs avec des mousses contenant du fluor ; et</p> <p style="padding-left: 40px;">b. les récipients et les accessoires en contact avec la mousse anti-incendie ont été nettoyés selon l'état de la technique.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Supprimer la let. a
Explication / Remarque	<p>La notion "impuretés inévitables" nous paraît trop vague et sujette à des interprétations variées.</p> <p>Si le nettoyage est effectué selon l'état de la technique, on peut partir du principe que la quantité d'impuretés sera inévitable.</p> <p>Il est souhaité que la Confédération mette à disposition un guide concernant l'état de la technique précisant les méthodes et les résidus acceptables.</p>

Titre / Question	Ch. 6, 6 Substances per- et polyfluoroalkylées dans certains emplois, 6.1 Emballage et étiquetage spéciaux pour les hydrofluorocarbures insaturés partiellement halogénés
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 6, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Les substances qui figurent à l'annexe II du règlement (UE) 2024/573 et qui constituent des hydrofluorocarbures insaturés partiellement halogénés (HFO) sont mises sur le marché dans des récipients réutilisables, si elles sont destinées à un emploi :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. qui satisfait aux conditions prévues à l'annexe 2.9, ch. 3.3,</p> <p>ou</p> <p style="padding-left: 40px;">b. dans des installations ou des appareils dont la mise sur le marché ou l'importation à des fins privées est autorisée en vertu des dispositions de l'annexe 2.10, ch. 2.1 et 2.2, ainsi que de l'annexe 2.19, ch. 2.1 et 2.2.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Abstention
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Cet alinéa est en partie redondant avec le ch. 3.1 al. 2 de l'annexe 1.4.</p> <p>Par exemple, le HFO R-1233zd, est considéré en Suisse comme une substance appauvrissant la couche d'ozone (SACO) et répond à la définition des HFO du ch. 3.1 al. 2 de l'annexe 1.4 et du présent article</p> <p>Il conviendrait d'éviter les redondances et de devoir dispatcher des définitions identiques dans différentes annexe le l'ORRChim. Pour cela, il conviendrait d'harmoniser la liste des SACO avec celles de l'Europe et le protocole de Montreal.</p> <p>Sur le principe, nous sommes favorables.</p>

Titre / Question	Ch. 6, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Les fabricants de récipients qui contiennent ou sont destinés à contenir des substances figurant à l'annexe II du règlement (UE) 2024/573 et qui constituent des HFO ne peuvent les mettre sur le marché que si leur étiquetage inclut les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la mention « contient des gaz à effet de serre fluorés » ; b. les noms chimiques abrégés des substances stockées ou destinées à être stockées dans les récipients, selon une norme de la nomenclature reconnue dans l'industrie pour le domaine d'application prévu ; c. la quantité de substance, en kilogrammes et en tonnes d'équivalents CO₂, ainsi que le potentiel d'effet de serre de la substance.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	<p>2 Les fabricants de récipients qui contiennent ou sont destinés à contenir des substances visées à l'al.1 ne peuvent les mettre sur le marché que si leur étiquetage inclut les indications suivantes :</p>
Explication / Remarque	L'alinéa 2 doit être simplifié, voir à ce sujet la remarque relative au chiffre 6, alinéa 1.

Titre / Question	Ch. 6, al. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>3 Les fabricants de récipients qui contiennent ou sont destinés à contenir des substances visées à l'al. 2 sous forme recyclée ou régénérée au sens de l'art. 3, par. 12 et 13, du règlement (UE) 2024/573 indiquent sur les récipients :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la qualité des substances ; b. le nom et l'adresse de l'établissement où les substances ont été recyclées ou régénérées.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Les fabricants de récipients qui contiennent ou sont destinés à contenir des substances visées à l'al. 1 sous forme recyclée ou régénérée au sens de l'art. 3, par. 12 et 13, du règlement (UE) 2024/573 indiquent sur les récipients :
Explication / Remarque	Cf. remarques du Ch. 6 al.2

Titre / Question	6.2 Substances per- et polyfluoroalkylées dans les mousses anti-incendie, 6.2.1 Définitions, al. 1
Détail de l'article / autres informations	1 Sont considérées comme des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) toutes les substances comportant au moins un atome de carbone méthyle (CF3) ou méthylène (CF2) entièrement fluoré, sans atome d'hydrogène, de chlore, de brome ou d'iode lié.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2.1 Définitions, al. 2
Détail de l'article / autres informations	2 Est considérée comme une mousse anti-incendie contenant des PFAS une mousse dont la teneur totale en PFAS est supérieure ou égale à 1 mg par litre.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2.1 Définitions, al. 3
Détail de l'article / autres informations	3 Sont considérés comme des extincteurs à mousse les extincteurs d'incendie portatifs et mobiles ainsi que les générateurs d'aérosol à fonction extinctrice s'ils produisent une mousse lors de leur utilisation.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	6.2.2 Relation avec les prescriptions précédentes
Détail de l'article / autres informations	Les dispositions prévues aux ch. 1.2, 2.2, 3.2, 3.3, al. 4, et ch. 7, al. 1, let. a à c, al. 2 et 4, let. d, s'appliquent aux mousses anti-incendie contenant des SPFO, des PFHxS, des PFOA, des PFCA à longues chaînes ou leurs substances apparentées respectives.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	6.2.3 Interdictions
Détail de l'article / autres informations	<p>Il est interdit :</p> <p style="padding-left: 40px;">a. de mettre sur le marché des extincteurs à mousse renfermant des mousses anti-incendie contenant des PFAS, de même que des mousses anti-incendie contenant des PFAS destinées à être utilisées dans des extincteurs à mousse ;</p> <p style="padding-left: 40px;">b. d'employer des mousses anti-incendie contenant des PFAS dans des extincteurs à mousse et dans d'autres applications.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	6.2.4 Exceptions
Détail de l'article / autres informations	<p>L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi :</p> <p>a.à des fins d'exercice, de test et d'essais de fonctionnement si, lors de ces activités, les mousses anti-incendie sont entièrement récupérées et éliminées de manière appropriée ;</p> <p>b.de mousses anti-incendie contenant des PFAS qui sont stockées dans des récipients qui ne sont pas à usage unique et qui sont intégrés dans des systèmes mobiles ou fixes, si après le recours à des mousses sans fluor :</p> <p>1.la teneur des mousses anti-incendie en ces substances se limite à des impuretés inévitables dues à des remplissages antérieurs avec des mousses contenant des PFAS, et</p> <p>2.les récipients et les accessoires en contact avec la mousse anti-incendie ont été nettoyés selon l'état de la technique.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	<p>L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi :</p> <p>a.à des fins d'exercice, de test et d'essais de fonctionnement si, lors de ces activités, les mousses anti-incendie sont entièrement récupérées et éliminées de manière appropriée ;</p> <p>b.de mousses anti-incendie contenant des PFAS qui sont stockées dans des récipients qui ne sont pas à usage unique et qui sont intégrés dans des systèmes mobiles ou fixes, si après le recours à des mousses sans fluor :</p> <p>1.la teneur des mousses anti-incendie en ces substances se limite à des impuretés inévitables dues à des remplissages antérieurs avec des mousses contenant des PFAS, et</p> <p>2.les récipients et les accessoires en contact avec la mousse anti-incendie ont été nettoyés selon l'état de la technique.</p>
Explication / Remarque	<p>La formulation de l'art. 6.2.4 al.a nous semble ne pas remplir les objectifs visés. Nous estimons que l'utilisation de mousses contenant des PFAS devrait être interdite sans délai pour les tests et essais. Un délai plus long peut être accordé pour les tests de fonctionnalité à conditions qu'il y ait récupération et élimination.</p> <p>Raisonnement :</p> <p>1) Cas où il y a récupération</p> <p>L'interdiction de l'art.6.2.3 let. b ne s'applique pas et ainsi que le délai</p>

au 31.12.31 (Ch. 7, al. 10).

2) Cas où il n'y a pas de récupération

La logique voudrait que le ch. 6.2.3, let. b s'applique et donc le délai au 31.12.31 pour les extincteurs portatifs (Ch. 7, al. 10). Cela ne nous paraît pas être le but recherché par la loi. Cette exception devrait être reformulée.

Supprimer la let. b ch.1.

La notion "impuretés inévitables" nous paraît trop vague et sujette à des interprétations variées.

Si le nettoyage est effectué selon l'état de la technique, on peut partir du principe que la quantité d'impuretés sera inévitable.

Il est souhaité que la Confédération mette à disposition un guide concernant l'état de la technique précisant les méthodes et les résidus acceptables

Nous préconisons d'introduire une valeur limite 50 mg/L, à l'instar de l'Europe, pour les installations fixes.

Titre / Question	6.3 Substances per- et polyfluoroalkylées dans les emballages, matériaux et objets en contact avec des denrées alimentaires, 6.3.1 Définitions, al. 1
Détail de l'article / autres informations	1 Sont considérées comme des substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) toutes les substances comportant au moins un atome de carbone méthyle (CF ₃) ou méthylène (CF ₂) entièrement fluoré, sans atome d'hydrogène, de chlore, de brome ou d'iode lié.
Acceptation (choisir dropdown)	Abstention
Contre-proposition	
Explication / Remarque	Il nous paraîtrait judicieux de n'avoir qu'une seule définition des PFAS pour toute l'ORRChim (cf. ch. 6.2).

Titre / Question	6.3.1 Définitions, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Ne sont pas considérées comme des PFAS au sens du ch. 6.3 les substances possédant uniquement les éléments structurels CF_3-X ou $X-CF_2-X'$, où :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. X : $-OR$ ou $-NRR'$; b. X' : méthyle, méthylène, un groupe aromatique, un groupe carbonyle, $-OR''$, $-SR''$ ou $-NR''R'''$; et c. R, R', R'' et R''' : hydrogène, méthyle, méthylène, un groupe aromatique ou un groupe carbonyle.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	6.3.2 Interdictions
Détail de l'article / autres informations	<p>Il est interdit de mettre sur le marché des emballages destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires ainsi que d'autres matériaux et objets au sens de l'art. 48 de l'ordonnance du 16 décembre 2016 sur les denrées alimentaires et les objets usuels destinés à un usage unique si leur teneur dans le matériau homogène dépasse les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. une teneur en au moins un PFAS non polymère de 0,000025 % masse (25 ppb) ; b. une teneur totale en PFAS non polymères, y compris ceux générés, à partir de substances apparentées, par transformation au moyen d'un procédé conforme à l'état de la technique, de 0,000025 % masse (250 ppb) ; c. une teneur totale en PFAS non polymères et polymères de 0,005 % masse (50 ppm).
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	Il est interdit de mettre sur le marché pour la première fois des emballages destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires
Explication / Remarque	<p>Permet de supprimer le Ch. 7 al. 14. Nous préconisons d'introduire immédiatement cette interdiction à l'instar de l'Europe.</p>

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Les interdictions au sens du ch. 1.2 ne s'appliquent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> a.à la mise sur le marché, jusqu'au 31 décembre 2027, de substances et de préparations dont la teneur totale en SPFO et leurs substances apparentées ne dépasse pas 0,001 % masse (10 ppm), si les substances et les préparations ne sont pas des mousses anti-incendie destinées à être utilisées dans des extincteurs à mousse ; b.à l'emploi, jusqu'au 31 décembre 2027, de substances et de préparations dont la teneur totale en SPFO et leurs substances apparentées ne dépasse pas 0,001 % masse (10 ppm) ; c.à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des SPFO ou leurs substances apparentées pour les applications mentionnées aux al. 10 et 11, jusqu'aux différentes dates indiquées, si les mousses anti-incendie : <ul style="list-style-type: none"> 1.sont stockées dans des récipients qui ne sont pas à usage unique et qui sont intégrés dans des systèmes mobiles ou fixes, et 2.présentent une teneur totale en SPFO et leurs substances apparentées qui ne dépasse pas 0,001 % masse (10 ppb) ; d.à la mise sur le marché, jusqu'au 31 décembre 2027, d'objets ou de composants d'objets : <ul style="list-style-type: none"> 1. si leur teneur totale en SPFO et leurs substances apparentées ne dépasse pas 0,1 % masse, calculée à partir des masses des parties structurellement ou micro-structurellement distinctes qui contiennent la substance, ou 2. dans le cas de textiles ou d'autres matériaux enduits : si la quantité totale en SPFO et leurs substances apparentées ne dépasse pas 1 µg par mètre carré de matériau enduit.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Les interdictions au sens du ch. 2.2 ne s'appliquent pas :</p> <p>a.à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des PFHxS ou leurs substances apparentées pour les applications mentionnées aux al. 10 et 11, jusqu'aux différentes dates indiquées, si les mousses anti-incendie :</p> <p>1.remplissent les conditions d'emploi spécifiées à l'al. 1, let. c, et</p> <p>2.présentent une teneur totale en PFHxS et leurs substances apparentées qui n'excède pas la teneur totale en SPFO et leurs substances apparentées ;</p> <p>b.à la mise sur le marché d'objets contenant des PFHxS ou leurs substances apparentées qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er octobre 2022.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>3 Les interdictions au sens du ch. 3.2 ne s'appliquent pas :</p> <p style="padding-left: 40px;">bbis.aux dispositifs médicaux contenant des PFCA C15–C21 ou leurs substances apparentées visés à la let. a, ch. 1 et 2, ainsi qu'aux objets visés à la let. b, si les dispositifs médicaux ou les objets ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er décembre 2026 ;</p> <p style="padding-left: 40px;">cbis.jusqu'au 31 décembre 2030, aux semi-conducteurs et à leurs composants contenant des PFCA C15–C21 ou leurs substances apparentées ainsi qu'aux substances et préparations nécessaires à leur fabrication si les semi-conducteurs sont destinés à être employés comme pièces détachées dans des équipements électriques et électroniques qui ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er décembre 2026 ;</p> <p style="padding-left: 40px;">d.à tous les autres objets et à leurs composants qui :</p> <p style="padding-left: 80px;">3.contiennent des PFCA C15–C21 ou leurs substances apparentées et ont été mis sur le marché pour la première fois avant le 1er décembre 2026.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 4
Détail de l'article / autres informations	<p>4 Les interdictions au sens du ch. 3.2, al. 1, ne s'appliquent pas :</p> <p style="padding-left: 40px;">c.à la mise sur le marché et à l'emploi, jusqu'au 25 août 2028, de polymères fluorés contenant des PFCA C9–C14, des PFCA C15–C21 ou leurs substances apparentées respectives en vue du revêtement d'inhalateurs doseurs ;</p> <p style="padding-left: 40px;">d.à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des PFOA, des PFCA C9–C14 ou leurs substances apparentées respectives pour les applications mentionnées aux al. 10 et 11, jusqu'aux différentes dates indiquées, si les mousses anti-incendie :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.ont été mises sur le marché conformément au droit, 2.sont stockées dans des récipients qui ne sont pas à usage unique et qui sont intégrés dans des systèmes mobiles ou fixes, et 3.contiennent les substances uniquement en tant qu'impuretés inévitables.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis neutre
Contre-proposition	
Explication / Remarque	La notion "impuretés inévitables" nous paraît trop vague et sujette à des interprétations variées.

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 5
Détail de l'article / autres informations	5 Abrogé
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 10
Détail de l'article / autres informations	10 L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi de mousses anti-incendie dans des extincteurs à mousse jusqu'au 31 décembre 2031.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	10 L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des PFAS dans des extincteurs à mousse jusqu'au 31 décembre 2031.

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 11
Détail de l'article / autres informations	<p>11 L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi de mousses anti-incendie dans d'autres applications que des extincteurs à mousse en cas d'incident :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. sur les rails, sur la route et dans des aérodromes civils lorsque des liquides inflammables sont impliqués : jusqu'au 31 décembre 2027 ; b. dans des aérodromes militaires lorsque des liquides inflammables sont impliqués : jusqu'au 31 décembre 2029 ; c. dans des entreprises et des dépôts de carburant lorsque des liquides inflammables sont impliqués : jusqu'au 31 décembre 2036.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	
Explication / Remarque	11 L'interdiction au sens du ch. 6.2.3, let. b, ne s'applique pas à l'emploi de mousses anti-incendie contenant des PFAS dans d'autres applications ...

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 12
Détail de l'article / autres informations	12 L'autorité cantonale chargée de l'exécution de la présente ordonnance peut autoriser l'emploi de mousses anti-incendie en cas d'événements dans des tunnels routiers et ferroviaires au-delà de la date limite prévue à l'al. 11, let. a, si la mousse anti-incendie est entièrement récupérée et éliminée de manière appropriée.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis défavorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>L'alinéa ne précise pas qu'il s'agit de mousse anti-incendie contenant des PFAS.</p> <p>Il ne nous paraît pas utile ni approprié de maintenir cette exception au-delà de celle prévue à l'al. 11, let.a en particulier sans mentionner un délai. Cela représente le risque que des stocks de mousses contenant des PFAS soient conservés durant encore plusieurs années.</p>

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 13
Détail de l'article / autres informations	13 Le DETEC peut prolonger le délai fixé à l'al. 11, let. c. Il tient compte de la disponibilité et de l'adéquation d'alternatives sans fluor, de la disponibilité du personnel spécialisé nécessaire à la transition ainsi que du risque d'atteinte à la population et à l'environnement en cas d'événement.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 7, al. 1 et 2, 3, let. bbis, cbis et d, ch. 3, al. 4, let. c et d, 5 ainsi que 10 à 13, al. 14
Détail de l'article / autres informations	14 L'interdiction au sens du ch. 6.3.2 ne s'applique pas à la mise sur le marché des emballages ainsi que des matériaux et objets mis sur le marché pour la première fois avant le 31 décembre 2027.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis défavorable
Contre-proposition	Supprimer
Explication / Remarque	Cf. Ch. 6.3.2 L'Europe interdit la 1ère mise sur le marché au 12.08.2026. Nous estimons qu'il n'est pas dans l'intérêt de la santé des consommateurs ni de celle de l'environnement de prolonger au 31 décembre 2027 l'autorisation de la 1ère mise sur le marché considérant que des mises sur le marché subséquentes (par un grossiste par exemple) pourront se faire pendant de nombreuses années encore.

Titre / Question	Annexe 2.5
Détail de l'article / autres informations	Produits phytosanitaires
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable moyennant modifications
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Pour éradiquer les organismes de quarantaine conformément à l'OSaVé, il peut être nécessaire, à titre exceptionnel, d'utiliser des produits phytosanitaires dans des zones dignes de protection où leur utilisation est interdite selon l'annexe 2.5 ORRChim. Une telle dérogation nécessite toutefois une évaluation approfondie des intérêts en présence, qui requiert des connaissances spécialisées très étendues. De notre point de vue, il est donc impératif que l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et divers services cantonaux spécialisés soient également associés à ces décisions.</p> <p>Nous estimons qu'il est nécessaire de préciser quelles informations la Confédération doit mettre à la disposition des cantons afin que ceux-ci puissent prendre une décision appropriée concernant l'octroi d'autorisations d'utilisation conformément à l'art. 4 ORRChim.</p> <p>Afin que les exceptions aux interdictions figurant à l'annexe 2.5 ORRChim soient appliquées de manière uniforme dans les cantons, il nous paraît important que l'OFEV publie une aide à l'exécution sur ce sujet. Celle-ci devrait comprendre des critères concrets permettant de comparer différentes méthodes de lutte afin d'évaluer la proportionnalité des éventuels coûts supplémentaires de méthodes alternatives aux phytos.</p>

Titre / Question	Ch. 1.2, al. 3, phrase introductive et let. e, 3bis et 3ter, 1.2 Exceptions, al. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>3 Lorsque, en forêt et sur une bande de 3 m de large le long de la zone boisée en dehors d'une zone visée à l'al. 3bis, un produit phytosanitaire homologué donné ne peut pas être remplacé par des mesures ou des produits phytosanitaires polluant moins l'environnement, l'autorité cantonale compétente délivre, en dérogation à l'interdiction au sens du ch. 1.1, al. 1, let. d, une autorisation au sens des art. 4 à 6 permettant l'usage dudit produit phytosanitaire :</p> <p style="padding-left: 40px;">e.pour éradiquer ou enrayer un organisme de quarantaine ou un organisme de quarantaine potentiel qui menace principalement les plantes agricoles cultivées et l'horticulture productrice si les conditions suivantes sont remplies :</p> <p style="padding-left: 80px;">1.l'Office fédéral de l'agriculture a défini l'emploi de produits phytosanitaires au titre de mesure appropriée au sens de l'art. 13 de l'ordonnance du 31 octobre 2018 sur la santé des végétaux (OSaVé) ; et que</p> <p style="padding-left: 80px;">2.il est très probable que l'organisme de quarantaine ou l'organisme de quarantaine potentiel soit présent en forêt au stade de développement à combattre.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	1.2 Exceptions, al. 3bis
Détail de l'article / autres informations	<p>3bis Pour éradiquer ou enrayer un organisme de quarantaine ou un organisme de quarantaine potentiel dans les milieux naturels ci-après, l'autorité cantonale compétente délivre, en dérogation à l'interdiction visée au ch. 1.1, al. 1, let. a à c et e, et en tenant compte des conditions énoncées à l'al. 3ter, une autorisation au sens des art. 4 à 6 permettant l'usage d'un produit phytosanitaire homologué :</p> <ul style="list-style-type: none"> a.dans des régions qui sont classées réserves naturelles en vertu de la législation fédérale ou cantonale ; b.dans les roselières ou les marais, à l'exception des marais d'importance nationale ; c.dans les haies et les bosquets, ainsi que sur une bande de 3 m de large le long de ceux-ci ; d.aux abords des eaux superficielles : <ul style="list-style-type: none"> 1.pour lesquelles un espace réservé aux eaux a été fixé conformément à l'art. 41a OEaux ou pour lesquelles on a, selon l'art. 41a, al. 5, OEaux, expressément renoncé à fixer un espace réservé aux eaux : à partir de la rive dans la partie terrestre de l'espace réservé aux eaux ; 2. pour lesquelles l'espace réservé aux eaux n'a pas encore été délimité : entre la rive et jusqu'à 3 m compris à partir de la limite supérieure de la berge, la bande étant mesurée selon les prescriptions du ch. 1.1, al. 1, let. e.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	1.2 Exceptions, al. 3ter
Détail de l'article / autres informations	<p>3ter Une autorisation en vertu de l'al. 3bis ne peut être délivrée que si les conditions suivantes sont remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> a.l'office fédéral compétent en vertu de l'OSaVé a défini l'emploi de produits phytosanitaires au titre de mesure appropriée au sens de l'art. 13 OSaVé ; b.il est très probable que l'organisme de quarantaine ou l'organisme de quarantaine potentiel soit présent dans la zone concernée au stade de développement à combattre ; c.l'usage du produit phytosanitaire ne peut pas être remplacé par des mesures polluant moins l'environnement ; d.il convient d'utiliser pour la lutte le produit phytosanitaire polluant le moins l'environnement ; e.pour les milieux naturels visés à l'al. 3bis, let. a et d, il convient en outre de vérifier l'adéquation du rapport entre les effets de l'usage du produit phytosanitaire sur les objectifs de protection de la zone concernée et l'utilité pour l'éradication ou l'enrayement de l'organisme de quarantaine ou de l'organisme de quarantaine potentiel.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	1.2 Exceptions, al. 3quater
Détail de l'article / autres informations	Al. 3quater Ex-art. 3bis
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.3, Obligation de documenter et communication, al. 1
Détail de l'article / autres informations	1 Toute personne qui dispose d'une autorisation au sens du ch. 1.2, al. 3 ou 3bis, doit documenter, pour chaque usage, les informations visées à l'al. 2 et les communiquer à l'autorité compétente avant le 31 décembre.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1.3, Obligation de documenter et communication, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 L'autorité compétente élabore annuellement un rapport à l'intention de l'OFEV sur l'usage de produits phytosanitaires au sens du ch. 1.2, al. 3 et 3bis, l'année précédente. Ce rapport doit être remis à l'OFEV avant le 28 février et contenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a.le but de la lutte ainsi que les organismes de quarantaine ou les organismes de quarantaine potentiels combattus ; b.le nom commercial et le numéro fédéral d'homologation des produits phytosanitaires utilisés ; c.les substances actives contenues dans les produits phytosanitaires utilisés et leur concentration ; d.la quantité de produits phytosanitaires utilisés et le type d'usage ; e.les dates et les lieux d'usage ainsi que la superficie des surfaces traitées.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 2.6
Détail de l'article / autres informations	Engrais
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 1, al. 3
Détail de l'article / autres informations	3 Sont considérés comme des chaux tous les amendements minéraux basiques naturels appropriés pour la forêt conformément à la PFC 2, en particulier la poudre de dolomie et les poudres de roches siliceuses et basaltiques.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.3.2, al. 2, let. c, 3 et 4, al. 2
Détail de l'article / autres informations	<p>2 Par dérogation à l'interdiction au sens du ch. 3.3.1, al. 5, et sous réserve du ch. 3.3.1, al. 1 à 4, l'usage d'engrais en forêt et sur une bande de 3 m de large le long de la zone boisée peut être autorisé en dehors des zones de protection des eaux souterraines (art. 4 à 6), pour :</p> <p style="padding-left: 40px;">c. le chaulage à des fins de régénération des fonctions du sol et de préservation de la santé de la forêt sur des sols acidifiés en profondeur.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.3.2, al. 2, let. c, 3 et 4, al. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>3 Aucune autorisation de chaulage selon l'al. 2, let. c, ne peut être délivrée pour une application dans les zones suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. biotopes d'importance nationale visés à l'art. 18a de la loi fédérale du 1er juillet 1966 sur la protection de la nature et du paysage (LPN), y compris une zone tampon écologiquement suffisante, 2. biotopes d'importance régionale et locale visés à l'art. 18b LPN, 3. milieux naturels qu'il y a lieu de protéger en vertu de l'art. 18, al. 1bis, LPN dans lesquels sont présents des types de milieux naturels dignes de protection selon l'annexe 1 de l'ordonnance du 16 janvier 1991 sur la protection de la nature et du paysage, 4. réserves forestières visées à l'art. 20, al. 4, de la loi du 4 octobre 1991 sur les forêts (LFo), 5. associations végétales forestières à forte acidité, 6. zones délimitées en tant que site prioritaire pour la biodiversité dans les prescriptions cantonales en matière d'aménagement et de gestion visées à l'art. 20, al. 2, LFo.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.3.2, al. 2, let. c, 3 et 4, al. 4
Détail de l'article / autres informations	4 Le chaulage visé à l'al. 2, let. c, peut uniquement avoir lieu entre mi-août et fin novembre, et à condition que le sol de la forêt ne soit pas recouvert de neige. La quantité de chaux épandue ne peut pas dépasser un volume de 3 tonnes par hectare.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 3.3.3, Communication
Détail de l'article / autres informations	<p>L'autorité compétente élabore annuellement un rapport à l'intention de l'OFEV sur les dérogations délivrées et non délivrées l'année précédente concernant l'épandage de chaux en forêt visé au ch. 3.3.2, al. 2, let. c. Ce rapport doit être remis à l'OFEV avant le 28 février et contenir les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a.l'emplacement, la taille, le type d'association végétale forestière et l'état d'acidification du sol du périmètre forestier concerné ; b.les motifs pour lesquels la demande d'épandage exceptionnel de chaux a été acceptée ou rejetée ; c.les dates d'usage et le mode d'épandage ; d.le type et la quantité de la chaux épandue.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Modification d'autres actes
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	1. Ordonnance du 28 octobre 1998 sur la protection des eaux, Art. 41c, al. 3
Détail de l'article / autres informations	3 Tout épandage d'engrais ou de produit phytosanitaire est interdit dans l'espace réservé aux eaux. Au-delà d'une bande riveraine large de 3 m, les traitements plante par plante sont autorisés pour les plantes posant des problèmes, s'il est impossible de combattre ces dernières raisonnablement par des moyens mécaniques. Les autorisations visées à l'annexe 2.5 de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques sont réservées ; il convient toutefois de tenir compte de l'art. 6 LEaux.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2. Ordonnance du 31 octobre 2018 sur la santé des végétaux, Art. 100, al. 3bis
Détail de l'article / autres informations	3bis Lorsque l'OFAG prévoit de définir, au titre de mesure pour éradiquer ou enrayer un organisme de quarantaine ou un organisme de quarantaine potentiel, l'emploi d'un produit phytosanitaire dans les milieux naturels mentionnés à l'annexe 2.5, al. 3bis, let. a à d, de l'ordonnance du 18 mai 2005 sur la réduction des risques liés aux produits chimiques, il prend sa décision avec l'accord de l'OFEV.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	3. Ordonnance du 19 mai 2010 sur la mise sur le marché de produits fabriqués selon des prescriptions étrangères, Art. 2, let. a, ch. 7
Détail de l'article / autres informations	<p>Font exception au principe fixé à l'art. 16a, al. 1, LETC :</p> <p style="padding-left: 40px;">a.les produits suivants qui sont traités avec des produits chimiques ou qui en contiennent :</p> <p style="padding-left: 80px;">7.les matériaux et objets qui ne satisfont pas aux exigences de l'annexe 1.16, ch. 6.3.2, ORRChim,</p>
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif concernant la modification de l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim ; RS 814.81) – Produits à usage industriel
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	Abstention
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif concernant la modification de l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim ; RS 814.81) – Produits phytosanitaires
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif concernant la modification de l'ordonnance sur la réduction des risques liés aux produits chimiques (ORRChim ; RS 814.81) – Engrais
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Paquet d'ordonnances environnementales de l'automne 2026

Ouverture de la consultation	22.12.2025
Délai de consultation	12.04.2026
Département compétent	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)
Service fédéral compétent	Office fédéral de l'environnement OFEV (OFEV)
Organisation compétente	Section Affaires politiques
Adresse	Worblentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Personne de contact	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Téléphone	+41 58 467 69 73

Remarques/Informations importantes

1. Veuillez saisir vos commentaires directement dans ce formulaire de réponse et ne pas utiliser de document séparé.
2. **Les «champs standard» sur fond bleu** ne seront pas repris lors du téléchargement sur «Consultations». Nous vous prions de bien vouloir modifier les informations de contact directement dans «Consultations».
3. Veuillez sélectionner un «critère d'acceptation» pour chaque commentaire.
4. La saisie d'un commentaire est facultative, mais si vous saisissez un commentaire, vous devez avoir sélectionné un critère d'acceptation, sinon votre saisie ne sera pas prise en compte.
5. Veuillez ne pas modifier la mise en forme des champs. Vous pouvez ajouter des notes et des commentaires sous les champs avant le saut de page, ceux-ci ne seront pas pris en compte lors du téléchargement.
6. Veuillez noter que le nombre maximum de caractères pris en compte par le système est de 10000 par champ de texte. Les textes plus longs seront tronqués.
7. Sous Aide & Contact, vous trouverez un bref mode d'emploi pour l'utilisation du «modèle Word» : [Aide & Contact Télécharger Word](#)
8. Le service spécialisé «Consultations» se tient à votre disposition pour toute question : consultations@gs-edi.admin.ch

Informations de contact des personnes donnant un avis

Organisation / entreprise	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abréviation	
Service compétent	Service de l'environnement
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Prénom	Christophe
Nom	Joerin
Numéro de téléphone (en cas de questions)	026 305 37 50
Envoyé le	

Réponse au: Ordonnance PIC

Avis général

Réponse sur le projet global	Avis favorable
Explication / Remarque	<p>L'annexe 1 de l'ordonnance PIC liste toutes les substances interdites ou strictement réglementées en Suisse en raison de leurs effets sur la santé ou l'environnement.</p> <p>Si une substance est inscrite dans l'annexe 1, son commerce international est soumis à des contraintes strictes (notification, limitation, parfois interdiction d'exportation selon les décisions PIC des pays importateurs).</p> <p>La révision tient compte des dernières interdictions de l'ORRChim ou restriction d'homologation de l'OPPh, OPBio (produits phytosanitaires, biocides et produits chimiques industriels).</p> <p>Nous approuvons donc, sans autre remarque, cette révision qui permet à la Suisse de se conformer à ses engagements dans le cadre de la Convention de Rotterdam.</p>

Avis détaillé

Titre / Question	II
Détail de l'article / autres informations	La présente ordonnance entre en vigueur le 1er décembre 2026.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 1
Détail de l'article / autres informations	Substances interdites ou strictement réglementées en Suisse
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée 1,1,1-Trichloroéthane :
Détail de l'article / autres informations	<p>Acide 1,2-benzènedicarboxylique, esters de dialkyles ramifiés en C6-8, riches en C7</p> <p>Acide 1,2-benzènedicarboxylique, esters de dialkyles en C6-10 ;</p> <p>Acide 1,2-benzènedicarboxylique, mélange de diesters de décyle, d'hexyle et d'octyle avec 0,3 % de phtalate de dihexyle</p> <p>Acide 1,2-benzènedicarboxylique, esters de dialkyles en C7-11, ramifiés et linéaires</p> <p>Ester dihexylique (ramifié et linéaire) de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique</p> <p>Ester dipentylique (ramifié et linéaire) de l'acide 1,2-benzènedicarboxylique</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée 1,3-Dichloropropène :
Détail de l'article / autres informations	1-Bromopropane (bromure de n-propyle) 2,2'-Dichloro-4,4'-méthylènedianiline (MOCA)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée 4-Nitrobiphényle :
Détail de l'article / autres informations	5-sec-Butyl-2-(2,4-diméthylcyclohex-3-én-1-yl)-5-méthyl-1,3-dioxane [1], 5-sec-Butyl-2-(4,6-diméthylcyclohex-3-én-1-yl)-5-méthyl-1,3-dioxane [2] [couvrant l'un des stéréo-isomères individuels de [1] et [2] ou toute combinaison de ceux-ci]
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Acétochlore :
Détail de l'article / autres informations	Acibenzolar-S-méthyle
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Alachlore :
Détail de l'article / autres informations	Aldicarbe#
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Alléthrine :
Détail de l'article / autres informations	alpha-Cyperméthrine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée relative au groupe de substances Amiante :
Détail de l'article / autres informations	Asulame Atrazine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Azinphos-méthyl :
Détail de l'article / autres informations	Bénalaxyl
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Bensultap :
Détail de l'article / autres informations	Benthiavalicarbe Benthiavalicarbe-isopropyle
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Benzène :
Détail de l'article / autres informations	Phtalate de benzyle et de butyle (BBP) Bétacyfluthrine Bifenthrine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Bioresméthrine :
Détail de l'article / autres informations	Phtalate de bis(2-éthylhexyle) (DEHP) Phtalate de bis(2-méthoxyéthyle)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Bitertanol :
Détail de l'article / autres informations	Tous les composés du plomb, y compris chromate de plomb rouge de chromate, de molybdate et de sulfate de plomb (C.I. Pigment Red 104) jaune de sulfochromate de plomb (C.I. Pigment Yellow 34)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Bromométhane :
Détail de l'article / autres informations	Bromoxynil Bromoxynil butyrate Bromoxynil octanoate Bromoxynil-potassium
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Cadusafos :
Détail de l'article / autres informations	Phosphure de calcium
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Carbendazime :
Détail de l'article / autres informations	Carbétamide
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Carbofuran :
Détail de l'article / autres informations	Carboxine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Chlorfenvinphos :
Détail de l'article / autres informations	Chloridazone
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Chloroforme :
Détail de l'article / autres informations	Chlorofène Chlorothalonil
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Chloropicrine :
Détail de l'article / autres informations	Chlorprophame Chlorpyrifos Chlorpyrifos-méthyle
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Cinidon-éthyl :
Détail de l'article / autres informations	Clofentézine Clothianidine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Cyhexatin :
Détail de l'article / autres informations	Cyproconazole Cyromazine d-Alléthrine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Décabromodiphényléther :
Détail de l'article / autres informations	Décaméthylcyclopentasiloxane (D5) Déchlorane Plus, y compris ses isomères anti et ses isomères syn Desmédiaphame Diafenthuron
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Diazinon :
Détail de l'article / autres informations	Phtalate de dibutyle (DBP)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Dieldrine :
Détail de l'article / autres informations	Diéthofencarbe Diflubenzuron Phtalate de dihexyle
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Phtalate de diisobutyle (DIBP) :
Détail de l'article / autres informations	Phtalate de diisopentyle
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Diméthénamide :
Détail de l'article / autres informations	Diméthoate Diméthomorphe
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Dinoterbe :
Détail de l'article / autres informations	Phtalate de dipentyle Diquat Diuron Dodécaméthylcyclohexasiloxane (D6) Dodémorphe Empenthrine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Endrine :
Détail de l'article / autres informations	Époxiconazole Esbiothrine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Oxyde d'éthylène :
Détail de l'article / autres informations	Famoxadone
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée CFC :
Détail de l'article / autres informations	Fénamidon
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Fénarimol :
Détail de l'article / autres informations	Fenbuconazole
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Fénitrothion :
Détail de l'article / autres informations	Fénoxycarbe
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Fenpropathrine :
Détail de l'article / autres informations	Fenpropimorphe Fenpyrazamine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Fenvalérate :
Détail de l'article / autres informations	Fipronil Flufénacet Flupyrsulfuron-méthyle-sodium Fluquinconazole
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Flusilazole :
Détail de l'article / autres informations	Formaldéhyde, produits de réaction oligomères avec l'aniline (MDA technique) Fubéridazole
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Guazatine :
Détail de l'article / autres informations	Glufosinate
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Halons :
Détail de l'article / autres informations	Haloxypop-R (ester de méthyle)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Hydraméthylnone :
Détail de l'article / autres informations	Imidaclopride Indoxacarbe
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée loxynil :
Détail de l'article / autres informations	Iprodione
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Lindane :
Détail de l'article / autres informations	Linuron Lufénuron
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Malathion :
Détail de l'article / autres informations	Mancozèbe Manèbe Mépanipirim Méptyldinocap Métam-sodium
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Méthabenzthiazuron :
Détail de l'article / autres informations	Méthidathion Méthiocarbe Méthomyl
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Méthylparathion :
Détail de l'article / autres informations	Métirame Métolachlore Métosulame
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Métoxuron :
Détail de l'article / autres informations	Métribuzine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Monométhyltétrachlorodiphénylméthane :
Détail de l'article / autres informations	Myclobutanil n-Pentyl-isopentylphtalate
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Naled :
Détail de l'article / autres informations	Perborate de sodium ; acide perborique, sel de sodium Peroxométaborate de sodium
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Octabromodiphényléther :
Détail de l'article / autres informations	Octaméthylcyclotétrasiloxane (D4)
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Ométhoate :
Détail de l'article / autres informations	Oryzalin
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Oxadiargyl :
Détail de l'article / autres informations	Oxasulfuron
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Oxydéméton-méthyl :
Détail de l'article / autres informations	Paraquat
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Pébulate :
Détail de l'article / autres informations	Pencycuron
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Pentachlorophénol et ses sels et composés de pentachlorophénoxy :
Détail de l'article / autres informations	Acide perfluorohexane sulfonique et ses substances apparentées Acides perfluorononanoïque, perfluorodécanoïque, perfluoroundécanoïque, perfluorododécanoïque, perfluorotridécanoïque et perfluorotétradécanoïque (PFCA en C9 – 14), leurs sels et leurs substances apparentées
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Phosalone :
Détail de l'article / autres informations	Phosmet Picoxystrobine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Terphényles polychlorés (PCT) :
Détail de l'article / autres informations	Prochloraze
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Procymidone :
Détail de l'article / autres informations	Profenofos
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Prophame :
Détail de l'article / autres informations	Propiconazole Propinèbe
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Propoxur :
Détail de l'article / autres informations	Pymétrozine
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Composés du mercure :
Détail de l'article / autres informations	Quinoclamine Quinoxyfène
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Roténone :
Détail de l'article / autres informations	S-métolachlore
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Simazine :
Détail de l'article / autres informations	Spirodiclofène
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Créosotes :
Détail de l'article / autres informations	Téflubenzuron
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Tétraméthrine :
Détail de l'article / autres informations	Thiaclopride Thiaméthoxame
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Thiometon :
Détail de l'article / autres informations	Thiophanate-méthyl Thirame
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Toxaphène :
Détail de l'article / autres informations	Tralkoxydime
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Triadiméfone :
Détail de l'article / autres informations	Triadiménol
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Triasulfuron :
Détail de l'article / autres informations	Triazoxide
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Tridémorphe :
Détail de l'article / autres informations	Triflumizole
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	L'entrée suivante est insérée après l'entrée Trifluraline :
Détail de l'article / autres informations	Triflusulfuron-méthyl
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont insérées après l'entrée Oxyde de tris(1-aziridinyl)phosphine :
Détail de l'article / autres informations	<p>Tritosulfuron</p> <p>Phosphate de trixyle</p> <p>2-(2H-Benzotriazole-2-yl)-4,6-di-tert-pentylphénol (UV-328)</p> <p>2,4-di-tert-Butyl-6-(5-chlorbenzotriazole-2-yl)phénol (UV-327)</p> <p>2-(2H-Benzotriazole-2-yl)-4-(tert-butyl)-6-(sec-butyl)phénol (UV-350)</p> <p>2-Benzotriazole-2-yl-4,6-di-tert-butylphénol (UV-320)</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Les entrées suivantes sont biffées :
Détail de l'article / autres informations	<p>chromate de plomb rouge de chromate, de molybdate et de sulfate de plomb (C.I. Pigment Red 104) jaune de sulfochromate de plomb (C.I. Pigment Yellow 34)</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif concernant la modification de l'ordonnance PIC (OPICChim ; RS 814.82)
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Paquet d'ordonnances environnementales de l'automne 2026

Ouverture de la consultation	22.12.2025
Délai de consultation	12.04.2026
Département compétent	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC)
Service fédéral compétent	Office fédéral de l'environnement OFEV (OFEV)
Organisation compétente	Section Affaires politiques
Adresse	Worblentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Personne de contact	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Téléphone	+41 58 467 69 73

Remarques/Informations importantes

1. Veuillez saisir vos commentaires directement dans ce formulaire de réponse et ne pas utiliser de document séparé.
2. **Les «champs standard» sur fond bleu** ne seront pas repris lors du téléchargement sur «Consultations». Nous vous prions de bien vouloir modifier les informations de contact directement dans «Consultations».
3. Veuillez sélectionner un «critère d'acceptation» pour chaque commentaire.
4. La saisie d'un commentaire est facultative, mais si vous saisissez un commentaire, vous devez avoir sélectionné un critère d'acceptation, sinon votre saisie ne sera pas prise en compte.
5. Veuillez ne pas modifier la mise en forme des champs. Vous pouvez ajouter des notes et des commentaires sous les champs avant le saut de page, ceux-ci ne seront pas pris en compte lors du téléchargement.
6. Veuillez noter que le nombre maximum de caractères pris en compte par le système est de 10000 par champ de texte. Les textes plus longs seront tronqués.
7. Sous Aide & Contact, vous trouverez un bref mode d'emploi pour l'utilisation du «modèle Word» : [Aide & Contact Télécharger Word](#)
8. Le service spécialisé «Consultations» se tient à votre disposition pour toute question : consultations@gs-edi.admin.ch

Informations de contact des personnes donnant un avis

Organisation / entreprise	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abréviation	
Service compétent	Service de l'environnement
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Prénom	Christophe
Nom	Joerin
Numéro de téléphone (en cas de questions)	026 305 37 50
Envoyé le	

Réponse au: Ordonnance sur la protection des eaux

Avis général

Réponse sur le projet global	Avis plutôt favorable
Explication / Remarque	<p>La modification proposée de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux) visant à introduire un devoir de compte rendu des cantons en cas de période de sécheresse prolongée, marquée et généralisée répond à un objectif légitime de renforcement de la fonction de surveillance de la Confédération conformément à l'art. 76 Cst. et à l'art. 57 LEaux. Dans un contexte marqué par la multiplication des épisodes de sécheresse et l'intensification des conflits d'usage, une meilleure vue d'ensemble nationale constitue un objectif compréhensible.</p> <p>Le dispositif proposé permettrait d'améliorer la comparabilité des informations et de structurer l'analyse des effets des sécheresses au niveau national. Il demeure toutefois essentiellement réactif, dans la mesure où le compte rendu intervient à l'issue de l'événement et renforce principalement l'évaluation a posteriori. Il n'apporte pas, en tant que tel, d'amélioration directe à la gestion opérationnelle des ressources en eau durant les périodes critiques.</p> <p>Par ailleurs, l'introduction d'un devoir de compte rendu détaillé, complété par l'annexe 4b précisant son contenu, entraîne une charge administrative supplémentaire pour les cantons. Même si celle-ci est estimée modérée, elle mobilise des ressources qui pourraient également être investies dans le développement d'outils stratégiques et de planification à moyen et long terme. Or les défis liés aux sécheresses appellent avant tout une approche anticipative et intégrée.</p> <p>Dans cette perspective, il serait opportun de compléter l'OEaux par des dispositions favorisant une gestion coordonnée des eaux à l'échelle des bassins versants, en s'inspirant de l'esprit de la directive 2000/60/CE, tout en l'adaptant au contexte</p>

institutionnel suisse. Une telle orientation permettrait de renforcer la cohérence des mesures relatives à la protection, à l'utilisation et à la renaturation des eaux, et de consolider la résilience du système face aux sécheresses récurrentes.

Au regard de ces éléments, nous ne soutenons pas, en l'état, la modification proposée de l'art. 48, al. 4 OEaux ni l'introduction de l'annexe 4b, et recommandons leur suppression. Nous proposons en lieu et place de compléter l'art. 48 OEaux (voir commentaire pour l'art. 48 al. 4 plus bas).

Avis détaillé

Titre / Question	Art. 32, al. 4
Détail de l'article / autres informations	4 L'autorité accorde l'autorisation lorsque, en posant des obligations et des conditions, il est possible de garantir une protection des eaux suffisante. À ce titre, elle tient compte du fait que les secteurs de protection des eaux ainsi que les zones et les périmètres de protection des eaux souterraines peuvent être limités dans leur profondeur et leur hauteur. Elle fixe par ailleurs les exigences relatives à la mise hors service des installations.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Pas de remarques particulières à formuler.</p> <p>Formulation généraliste qui permet une bonne latitude d'interprétation par les autorités cantonales. Idéalement, la Confédération devrait adapter (ou compléter) ses aides à l'exécution pour expliciter les notions de limites en profondeur pour les secteurs, zones et périmètres de protection des eaux (dépendante du contexte hydrogéologique et climatique).</p>

Titre / Question	Art. 48, al. 4
Détail de l'article / autres informations	4 La Confédération peut, en cas de périodes de sécheresse prolongée, marquée et généralisée, demander aux cantons un compte rendu conforme à l'annexe 4b.
Acceptation (choisir dropdown)	Avis défavorable
Contre-proposition	<p>Art. 48, al. 3 (nouveau) Dans la mesure du possible, les cantons tiennent compte d'une approche coordonnée à l'échelle des bassins versants afin d'assurer la cohérence des mesures relatives à la protection, à l'utilisation et à la renaturation des eaux.</p> <p>Art. 48, al. 4 (nouveau) Les cantons communiquent à la Confédération les éléments essentiels de leur planification ainsi que l'état d'avancement des mesures prévues.</p> <p>Art. 48, al. 5 (nouveau) La Confédération apporte un soutien technique aux cantons dans la mise en œuvre d'une gestion coordonnée des eaux.</p>
Explication / Remarque	Voir commentaire général en introduction.

Titre / Question	III
Détail de l'article / autres informations	La présente ordonnance entre en vigueur le 1er novembre 2026.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 2
Détail de l'article / autres informations	Exigences relatives à la qualité des eaux
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Pas de remarques particulières à formuler.</p> <p>Ces dispositions nécessiteront un monitoring accru dans les cantons concernant la température des eaux souterraines (ponctuelles et tendances générales et saisonnières). Ressources à prévoir dans les cantons (monitoring des ressources cantonales en eau souterraine), les distributeurs·trices d'eau potable (monitoring de l'eau potable) ainsi que pour les maîtres d'ouvrage (mesures locales préalables aux projets).</p>

Titre / Question	Ch. 21, al. 3 à 3ter, al. 3
Détail de l'article / autres informations	<p>3 Dans les eaux souterraines présentant à l'état naturel une température inférieure à 20 °C, la température de l'eau du sous-sol ne doit pas s'écarter de l'état naturel :</p> <p style="padding-left: 40px;">a.de plus de 3 °C en cas d'apport ou de prélèvement de chaleur ou de froid ;</p> <p style="padding-left: 40px;">b.en dérogation à la let. a, en cas de prélèvement de chaleur ou d'apport de froid :</p> <p style="padding-left: 80px;">1.de plus de 4 °C si la température des eaux du sous-sol à l'état naturel est supérieure à 9 °C et inférieure à 11 °C,</p> <p style="padding-left: 80px;">2.de plus de 5 °C si la température des eaux du sous-sol à l'état naturel s'élève à 11 °C ou plus.</p>
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 21, al. 3 à 3ter, al. 3bis
Détail de l'article / autres informations	3bis Sont réservées les variations de température plus importantes dans un rayon de 100 m autour du point d'apport ou de prélèvement de chaleur ou de froid, pour autant que la température des eaux du sous-sol ne descende pas en dessous de 2 °C en ce point.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Ch. 21, al. 3 à 3ter, al. 3ter
Détail de l'article / autres informations	<p>3ter L'autorité peut accorder des dérogations à la disposition relative au rayon de 100 m, distance maximale fixée à l'al. 3bis, pour des variations de température allant au-delà de la limite prévue à l'al. 3, si les requérants prouvent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. leur installation utilisant les eaux du sous-sol à des fins thermiques nécessite un rayon plus large, et b. seule une part minimale des eaux souterraines pouvant servir de biotope à la faune aquatique souterraine est refroidie à moins de 5 °C ou réchauffée à plus de 16 °C.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 3.4
Détail de l'article / autres informations	Infiltration d'eaux thermiquement modifiées
Acceptation (choisir dropdown)	Avis favorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	<p>Pas de remarques particulières à formuler.</p> <p>Ces dispositions nécessiteront un monitoring accru dans les cantons concernant la température des eaux souterraines (ponctuelles et tendances générales et saisonnières). Ressources à prévoir dans les cantons (monitoring des ressources cantonales en eau souterraine), les distributeurs·trices d'eau potable (monitoring de l'eau potable) ainsi que pour les maîtres d'ouvrage (mesures locales préalables aux projets).</p>

Titre / Question	1 Exigences générales
Détail de l'article / autres informations	<p>Pour les installations utilisant les eaux souterraines à des fins thermiques, l'autorité définit dans son autorisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. les stations de mesure nécessaires au contrôle et au monitoring ; b. les critères à prendre en compte pour vérifier le respect des exigences en matière de température des eaux du sous-sol ; c. les données à remettre à l'autorité et les intervalles temporels pour ce faire ; d. les exigences relatives à la mise hors service et au démantèlement des installations.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2 Exigences particulières, al. 1
Détail de l'article / autres informations	<p>1 Pour les installations utilisant les eaux souterraines à des fins thermiques conformément à l'annexe 2, ch. 21, al. 3ter, il faut prouver que :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. la température des eaux du sous-sol pompées aux captages d'eaux souterraines visés par l'art. 20 LEaux et de celles prélevées dans les périmètres de protection des eaux souterraines visés par l'art. 21 LEaux ne varie pas de plus de 0,1 °C ; l'autorité peut accorder des dérogations permettant un refroidissement plus important si cette baisse de température sert les intérêts de l'approvisionnement en eau potable ; b. la température des eaux superficielles dans lesquelles s'exfiltrent des eaux du sous-sol ou celle d'autres biotopes sensiblement influencés par les eaux du sous-sol n'augmente pas de plus de 0,1 °C ; c. les droits de tiers d'utiliser les eaux du sous-sol ne sont pas sensiblement affectés ; d. l'apport de chaleur dans des eaux souterraines dont les eaux du sous-sol présentent à l'état naturel une température inférieure à 20 °C n'est globalement pas supérieur au prélèvement de chaleur qui y est effectué.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2 Exigences particulières, al. 2
Détail de l'article / autres informations	2 Pour les installations utilisant à des fins thermiques des eaux souterraines présentant à l'état naturel une température supérieure à 20 °C, il faut fournir en particulier les preuves mentionnées à l'al. 1, let. a à c.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	2 Exigences particulières, al. 3
Détail de l'article / autres informations	3 L'autorité cantonale compétente veille à ce que les exploitants de captages d'eaux souterraines visés par l'art. 20 LEaux aient accès aux informations sur les installations utilisant le sous-sol à des fins thermiques, dans la mesure où ces informations sont nécessaires à l'accomplissement de leurs obligations relatives à l'analyse des dangers prévue par la législation sur les denrées alimentaires.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Annexe 4b
Détail de l'article / autres informations	Compte rendu des cantons en cas de sécheresse
Acceptation (choisir dropdown)	Avis défavorable
Contre-proposition	
Explication / Remarque	Voir art. 48 al.4

Titre / Question	Ampleur du compte rendu
Détail de l'article / autres informations	<p>Le compte rendu que la Confédération peut demander en cas de périodes de sécheresse prolongée, marquée et généralisée comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> a. une vue d'ensemble et une estimation des effets de la période de sécheresse sur les eaux et leurs utilisations ; b. une description des mesures prises à court terme sur les eaux et sur leurs utilisations ; c. une description de la répartition des tâches entre canton et communes concernant la maîtrise des périodes de sécheresse et une évaluation de la collaboration ; d. une évaluation de la collaboration avec les cantons et les pays voisins ; e. un état des lieux de la mise en œuvre des instruments stratégiques dans la gestion des eaux et dans la pêche ; f. une description de la pratique cantonale en matière d'harmonisation et de coordination des prélèvements d'eau effectués au titre de l'approvisionnement en eau potable et en eau d'usage industriel ; g. une conclusion sur la base des enseignements tirés de la maîtrise de la période de sécheresse.
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif sur la modification de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux ; RS 814.201) – Mise en œuvre de la motion 22.3702 Jauslin
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Titre / Question	Rapport explicatif sur la modification de l'ordonnance sur la protection des eaux (OEaux ; RS 814.201) – Devoir de compte rendu des cantons en cas de sécheresse
Détail de l'article / autres informations	
Acceptation (choisir dropdown)	
Contre-proposition	
Explication / Remarque	

Verordnungspaket Umwelt Herbst 2026

Eröffnung	22.12.2025
Eingabefrist	12.04.2026
Zuständiges Departement	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)
Zuständige Bundesstelle	Bundesamt für Umwelt BAFU (BAFU)
Zuständige Organisation	Sektion Politische Geschäfte
Adresse	Worbentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Kontaktperson	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Telefon	+41 58 467 69 73

Wichtige Hinweise/Informationen

1. Tragen Sie Ihre Rückmeldungen bitte direkt in dieses Antwortformular ein und verwenden Sie kein separates Dokument.
2. **Die blau hinterlegten «Standard-Felder»** werden beim Upload auf «Consultations» nicht übernommen. Wir bitten Sie, die Kontaktinformationen direkt in «Consultations» zu bearbeiten.
3. Bitte wählen sie bei einer Rückmeldung jeweils ein «Akzeptanzkriterium»
4. Das Eingeben einer Rückmeldung ist freiwillig, wenn Sie jedoch bei der Rückmeldung etwas eingeben, müssen Sie ein Akzeptanzkriterium gewählt haben sonst wird die Eingabe nicht berücksichtigt.
5. Bitte nehmen Sie keine Formatierungsänderungen innerhalb der Felder vor. Unterhalb der Felder vor dem Seitenumbruch können Sie Notizen und Kommentare hinterlegen, diese werden beim Hochladen nicht berücksichtigt.
6. Bitte beachten Sie, dass pro Textfeld maximal 10000 Zeichen vom Tool übernommen werden. Längere Inhalte werden abgeschnitten.
7. Unter Hilfe & Kontakt finden Sie eine kurze Anleitung zur Nutzung der «Word-Vorlage»: [Hilfe & Kontakt - Upload-Word](#)
8. Bei Fragen steht Ihnen der Fachdienst «Consultations» gerne zur Verfügung: consultations@gs-edi.admin.ch

Kontakt "Stellungsnehmende" Information

Organisation / Firma	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abkürzung	
Zuständige Stelle	Amt für Umwelt
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Vorname	Christophe
Name	Joerin
Telefonnummer (Rückfragen)	026 305 37 50
Eingereicht am	

Rückmeldung zum: Verordnung über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten

Generelle Stellungnahme

Rückmeldung zur Gesamtvorlage	Eher Zustimmung
Begründung / Bemerkung	<p>Der Staatsrat begrüsst die vorliegende Änderung der Verordnung über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten (VASA), sieht aber insbesondere noch Anpassungsbedarf bei der Systematik und der Terminologie. In diesem Zusammenhang verweist er insbesondere auch auf seine generellen Bemerkungen seiner Stellungnahme zur AltIV.</p> <p>Der Staatsrat schlägt noch einen Antrag vor, dass nicht in der Revision steht, als diese Ergänzung seines Erachtens sinnvoll ist:</p> <p>Art. 16. Abs. 3 Ist mit den Massnahmen vor der Zusicherung begonnen worden, kann das BAFU in Anwendung von Artikel 26 Absatz 3 zweiter Satz des Subventionsgesetzes vom 5. Oktober 1990 eine Abgeltung insbesondere gewähren, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none">a. eine Untersuchungs-, Überwachungs- oder Sanierungsmassnahme weniger als 250 000 Franken kostet;b. sich während laufender Baumassnahmen oder während laufender Massnahmen nach der AltIV13 neue Erkenntnisse über die Belastung des Standortes oder die Kosten der notwendigen Massnahmen ergeben; oderc. (neu) die Sanierung von privaten belasteten Kinderspielplätzen betroffen ist.

Detaillierte Stellungnahme

Titel / Frage	Art. 1 Bst. b Ziff. 3-6
Artikel Detail / andere Informationen	Diese Verordnung regelt: b.die Verwendung des Abgabenertrags für Abgeltungen für: 3.geeignete Schutzmassnahmen bei Schiessanlagen für historisches Schiessen und Feldschiessen; 4.die Untersuchung und Sanierung von öffentlichen Kinderspielplätzen und Grünflächen; 5.die Sanierung von privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten; 6.die Arbeitsaufwände der zuständigen kantonalen Behörden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 9 Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	<p>1 Der Bund gewährt den Kantonen nach Massgabe von Artikel 32ebis und Artikel 32eter USG Abgeltungen für die:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Untersuchung von Standorten, die sich als nicht belastet erweisen; b. Untersuchung, Überwachung und Sanierung von belasteten Standorten; c. geeigneten Schutzmassnahmen bei Schiessanlagen für historisches Schiessen und Feldschiessen; d. Untersuchung und Sanierung von öffentlichen Kinderspielplätzen und Grünflächen; e. Sanierung von privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten; und f. Arbeitsaufwände der zuständigen kantonalen Behörden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Antrag</p> <p>1 Der Bund gewährt den Kantonen nach Massgabe von Artikel 32ebis und Artikel 32eter USG Abgeltungen für die:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Untersuchung, Überwachung und Sanierung von belasteten Standorten; b. Untersuchung, Überwachung und Sanierung von belasteten Standorten bei Schiessanlagen c. Untersuchung von belasteten Standorten, die sich als nicht belastet erweisen. d. geeigneten Schutzmassnahmen bei Schiessanlagen für historisches Schiessen und Feldschiessen; e. Untersuchung und Sanierung von öffentlichen Kinderspielplätzen und Grünflächen; f. Sanierung von privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten; und g. Arbeitsaufwände der zuständigen kantonalen Behörden.
Begründung / Bemerkung	<p>Zwar hat die Reihenfolge der einzelnen Abgeltungstatbestände in der Aufzählung rein formellen Charakter und keine materielle rechtliche Bedeutung, solange die Abgeltungen «nach Massgabe von Artikel 32ebis und Artikel 32eter USG» gewährt werden. Die Änderung von etablierten Nummerierungen kann jedoch die Rechtssicherheit beeinträchtigen. Ferner ist unter c. das Wort «belastete» zu ergänzen. Stellen sich Kinderspielplätze als nicht</p>

	belastet heraus, sollen die Kosten nicht erstattet und folglich auch keine VASA ausbezahlt werden.
--	--

Titel / Frage	Art. 10 Abs. 2 Einleitungssatz
Artikel Detail / andere Informationen	2 Kann der Verursacher eines belasteten Standortes nicht ermittelt werden oder ist er zahlungsunfähig (Art. 32ebis Abs. 2 Bst. a USG und Art. 32ebis Abs. 4 Bst. a USG), so werden Abgeltungen für Untersuchungs- und Überwachungsmaßnahmen gewährt:
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 11 Abs. 2 Einleitungssatz
Artikel Detail / andere Informationen	2 Kann der Verursacher eines belasteten Standortes nicht ermittelt werden oder ist er zahlungsunfähig (Art. 32ebis Abs. 4 Bst. a USG), so werden Abgeltungen an Sanierungsmassnahmen gewährt: ...
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

<p>Titel / Frage</p>	<p>Art. 11a Besondere Abgeltungsvoraussetzungen für Untersuchungs- und Sanierungsmassnahmen bei öffentlichen Kinderspielplätzen und Grünflächen</p>
<p>Artikel Detail / andere Informationen</p>	<p>Für Untersuchungs- und Sanierungsmassnahmen bei öffentlichen Kinderspielplätzen und Grünflächen, für die kein Anspruch auf Abgeltungen nach Artikel 32ebis Absätze 1-7 USG besteht (Art. 32ebis Abs. 8 USG), gewährt der Bund Abgeltungen nur, wenn mit diesen Massnahmen nach dem 31. März 2025 begonnen worden ist.</p>
<p>Akzeptanz (Dropdown auswählen)</p>	
<p>Gegenvorschlag</p>	
<p>Begründung / Bemerkung</p>	

Titel / Frage	Art. 11b Besondere Abgeltungsvoraussetzungen für Sanierungsmassnahmen bei privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten
Artikel Detail / andere Informationen	Für Sanierungsmassnahmen bei privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten, für die kein Anspruch auf Abgeltungen nach Artikel 32ebis Absätze 1-7 USG besteht (Art. 32ebis Abs. 9 USG), gewährt der Bund Abgeltungen nur, wenn: <ul style="list-style-type: none"> a. mit diesen Massnahmen nach dem 31. März 2025 begonnen worden ist; und b. die kantonale Behörde bestätigt, dass gemäss Artikel 19 der Altlasten-Verordnung vom 26. August 1998 (AltIV) die Sanierungsziele erreicht worden sind und die Konzentrationswerte nach Anhang 3 Ziffer 2 AltIV nicht mehr überschritten werden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	b. die kantonale Behörde bestätigt, dass die Konzentrationswerte nach Anhang 3 Ziffer 2 der Altlasten-Verordnung vom 26. August 1998 (AltIV) nicht mehr überschritten werden
Begründung / Bemerkung	Die Altlasten-Verordnung ist auf private Kinderspielplätze nicht anwendbar, entsprechend können aus der AltIV auch keine Sanierungsziele abgeleitet werden, welche zu erreichen sind. Es kann aber geprüft werden, ob die Konzentrationswerte nicht mehr überschritten werden. Dies wäre dann die formale Voraussetzung, dass VASA-Abgeltungen geleistet werden können.

Titel / Frage	Art. 11c Besondere Abgeltungsvoraussetzungen für Pauschalabgeltungen
Artikel Detail / andere Informationen	<p>Pauschale Abgeltungen (Art. 32ebis Abs. 12 USG) gewährt der Bund den zuständigen kantonalen Behörden nur, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. mit den Untersuchungs-, Überwachungs- oder Sanierungsmassnahmen nach dem 1. Juli 1997 begonnen worden ist; und b. die zuständigen kantonalen Behörden die Beurteilung des Überwachungs- und Sanierungsbedarfs oder der Sanierungsmassnahmen nach dem 1. Oktober 1998 vorgenommen haben.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 12 Abs. 1 und Abs. 2 Einleitungssatz, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	<p>1 Als anrechenbare Untersuchungskosten gelten bei nicht sanierungsbedürftigen Standorten nach Massgabe von Artikel 32ebis USG die Kosten für folgende Massnahmen:</p> <p style="padding-left: 40px;">a.Feststellung der Nichtbelastung von im Kataster eingetragenen oder für den Eintrag vorgesehenen Standorten;</p> <p style="padding-left: 40px;">b.Voruntersuchung von untersuchungsbedürftigen Standorten nach Artikel 7 AltIV.</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>1 Als anrechenbare Untersuchungskosten gelten bei nicht sanierungsbedürftigen Standorten und öffentlichen Kinderspielplätzen nach Massgabe von Artikel 32ebis USG die Kosten für folgende Massnahmen:</p> <p style="padding-left: 40px;">b.Voruntersuchung nach Artikel 7 AltIV.</p>
Begründung / Bemerkung	Damit auch Untersuchungskosten für öffentliche Kinderspielplätze abgegolten werden können, ist eine sprachliche Präzisierung dieses Absatzes notwendig.

Titel / Frage	Art. 12 Abs. 1 und Abs. 2 Einleitungssatz, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Als anrechenbare Überwachungskosten gelten bei nicht sanierungsbedürftigen Standorten nach Massgabe von Artikel 32ebis USG die Kosten für folgende Massnahmen nach Artikel 13 Absatz 1 AltIV: ...
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 13 Bst. e
Artikel Detail / andere Informationen	<p>Als anrechenbare Sanierungskosten gelten bei sanierungsbedürftigen Standorten die Kosten für folgende Massnahmen:</p> <p style="padding-left: 40px;">e.Nachweis, dass die Sanierungsziele erreicht worden sind (Art. 19 AltIV).</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Als anrechenbare Sanierungskosten gelten bei sanierungsbedürftigen Standorten und sanierungsbedürftigen Kinderspielplätzen die Kosten für folgende Massnahmen:</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Damit auch Untersuchungskosten für öffentliche Kinderspielplätze abgegolten werden können, ist eine sprachliche Präzisierung dieses Absatzes notwendig.</p>

Titel / Frage	Art. 14 Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Einer Anhörung des BAFU nach Absatz 1 bedarf es nicht bei: a. belasteten Standorten bei Schiessanlagen; b. anderen belasteten Standorten, wenn eine der Voraussetzungen nach Artikel 16 Absatz 3 erfüllt ist.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Neu Bst: c. privaten belasteten Kinderspielplätzen
Begründung / Bemerkung	Die Sanierung von privaten Kinderspielplätzen und Hausgärten ist freiwillig, weshalb die für die Altlasten verantwortlichen kantonalen Stellen in der Regel nicht in den Prozess einbezogen werden. Es würde somit die Rechtssicherheit erhöhen, wenn bei privaten belasteten Kinderspielplätzen ebenfalls auf eine Anhörung verzichtet wird.

Titel / Frage	Art. 15 Bst. a
Artikel Detail / andere Informationen	Der Kanton reicht beim BAFU ein Abgeltungsgesuch ein. Dieses muss enthalten: a.den Nachweis, dass die Massnahmen die Voraussetzungen nach den Artikeln 9–11c erfüllen;
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	II
Artikel Detail / andere Informationen	Diese Verordnung tritt am 1. November 2026 in Kraft.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Erläuternder Bericht zur Änderung der Verordnung über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten (VASA, SR 814.681)
Artikel Detail / andere Informationen	
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Verordnungspaket Umwelt Herbst 2026

Eröffnung	22.12.2025
Eingabefrist	12.04.2026
Zuständiges Departement	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)
Zuständige Bundesstelle	Bundesamt für Umwelt BAFU (BAFU)
Zuständige Organisation	Sektion Politische Geschäfte
Adresse	Worbentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Kontaktperson	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Telefon	+41 58 467 69 73

Wichtige Hinweise/Informationen

1. Tragen Sie Ihre Rückmeldungen bitte direkt in dieses Antwortformular ein und verwenden Sie kein separates Dokument.
2. **Die blau hinterlegten «Standard-Felder»** werden beim Upload auf «Consultations» nicht übernommen. Wir bitten Sie, die Kontaktinformationen direkt in «Consultations» zu bearbeiten.
3. Bitte wählen sie bei einer Rückmeldung jeweils ein «Akzeptanzkriterium»
4. Das Eingeben einer Rückmeldung ist freiwillig, wenn Sie jedoch bei der Rückmeldung etwas eingeben, müssen Sie ein Akzeptanzkriterium gewählt haben sonst wird die Eingabe nicht berücksichtigt.
5. Bitte nehmen Sie keine Formatierungsänderungen innerhalb der Felder vor. Unterhalb der Felder vor dem Seitenumbruch können Sie Notizen und Kommentare hinterlegen, diese werden beim Hochladen nicht berücksichtigt.
6. Bitte beachten Sie, dass pro Textfeld maximal 10000 Zeichen vom Tool übernommen werden. Längere Inhalte werden abgeschnitten.
7. Unter Hilfe & Kontakt finden Sie eine kurze Anleitung zur Nutzung der «Word-Vorlage»: [Hilfe & Kontakt - Upload-Word](#)
8. Bei Fragen steht Ihnen der Fachdienst «Consultations» gerne zur Verfügung: consultations@gs-edi.admin.ch

Kontakt "Stellungsnehmende" Information

Organisation / Firma	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abkürzung	
Zuständige Stelle	Amt für Umwelt
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Vorname	Christophe
Name	Joerin
Telefonnummer (Rückfragen)	026 305 57 50
Eingereicht am	

Rückmeldung zum: Altlasten-Verordnung

Generelle Stellungnahme

Rückmeldung zur Gesamtvorlage	Eher Zustimmung
Begründung / Bemerkung	<p>Der Staatsrat begrüsst, dass Brand- und Löschübungsplätze, die durch PFAS-haltige Löschschäume verunreinigt wurden, sowie mit Kinderspielplätzen und Grünflächen Gegenstand dieser Änderung sind. Seine Rückmeldungen zu den einzelnen Artikeln fusst auf der Unterteilung der Standorte gemäss Art. 32c USG in «belastete Standorte» (Bst. a) und «öffentliche Kinderspielplätze und öffentliche Grünflächen» (Bst. b). Diese Unterteilung erschwert den Vollzug in den Kantonen aus den folgenden Gründen:</p> <p>Paradigmenwechsel bei Standorttypen Durch die Einführung von «öffentlichen Kinderspielplätzen und öffentlichen Grünflächen» erfolgt gewissermassen ein Paradigmenwechsel in der Struktur, der sich durch den Vorschlag der Einführung von «PFAS-Feuerlösch-Standorte» zusätzlich verstärkt. Während mit den «öffentlichen Kinderspielplätzen und öffentlichen Grünflächen» eine Nutzung als Kriterium für einen Standort dient, ist es bei den «PFAS-Feuerlösch-Standorte» ein Stoff, der zum Kriterium für den Standort wird.</p> <p>Unseres Erachtens ist es wichtig in einem nächsten Schritt systematisch zu überlegen, wie man mit diesem grundsätzlichen Umstand umgeht. Gleiches gilt für Standorte mit diffusen Belastungen. Der Vollzug ist per se für alle Standorte ähnliche.</p> <p>Fehlende Harmonisierung zwischen der AltIV, der VBBo und der VASA Bereits vor dieser Anpassung bestanden Widersprüche und Unklarheiten im Vollzug, die sich aus der teilweise fehlenden Harmonisierung der AltIV, der Verordnung über Belastungen des Bodens VBBo und der Verordnung über die Abgabe zur Sanierung von Altlasten VASA ergaben. Dies zeigt sich auch in der vorliegenden Überarbeitung. Unseres Erachtens wäre es dringend angezeigt, an</p>

einer Harmonisierung zu arbeiten.

Terminologie und Systematik

Die nun vorliegende Terminologie schafft unseres Erachtens Raum für Unsicherheiten: Während «öffentlichen Kinderspielplätzen und öffentlichen Grünflächen» und «Deponien und andere durch Abfälle belastete Standorte» «Standorte» sind, sind «belastete Kinderspielplätze» explizit keine «belasteten Standorte». Auf diese Unterscheidung ist konsequent zu achten, um Rechtsunsicherheiten zu vermeiden. Wir weisen darauf hin, dass der Verordnungstitel «Verordnung über die Sanierung von belasteten Standorten» «öffentliche Kinderspielplätze und öffentliche Grünflächen» nicht einschliesst. Aus pragmatischen Gründen würden wir es aber begrüßen, auf eine Änderung des Titels zu verzichten.

In diesem Zusammenhang sehen wir es auch kritisch, dass die Systematik des Textes teilweise stärker angepasst wurde. Die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Eine Verschiebung könnte den Sinnzusammenhang verändern und bei einer späteren Auslegung zu einem anderen Ergebnis führen. Die Änderung von etablierten Nummerierungen kann die Rechtssicherheit beeinträchtigen. Sie erschwert die Zitierfähigkeit und kann zu fehlerhaften Querverweisen in anderen Erlassen oder Dokumenten führen, was die Rechtsanwendung verkompliziert.

Vollzugshilfe

Wir würden es sehr begrüßen, wenn für die Bearbeitung der öffentlichen Kinderspielplätze eine Vollzugshilfe erstellt würde. Es stellen sich noch viele Vollzugsfragen, welche geklärt werden müssen (z. B. wann ist ein Kinderspielplatz untersuchungsbedürftig o. ä.).

Das Verordnungspaket Umwelt Herbst 2026 ist ein wichtiger Schritt, löst jedoch die strukturellen Probleme im Altlasten-Vollzug nicht vollständig. Wir stehen bereit, uns konstruktiv in die weitere Diskussion einzubringen, um eine praktikable,

harmonisierte und effiziente Umsetzung der Altlasten-Verordnung zu erreichen.

Der Staatsrat schlägt noch einen Antrag vor, dass nicht in der Revision steht, als diese Ergänzung seines Erachtens sinnvoll ist:

Art. 5 Abs. 6 (neu)

6 (neu) Belastete Kinderspielplätze werden nicht in den Kataster der belasteten Standorte eingetragen.

Gemäss Art. 1 Abs. 2 soll die Verordnung die Verfahrensschritte für belastete Standorte und belastete Kinderspielplätze regeln. Als erster Verfahrensschritt wird unter Bst. a die Erfassung in einem Kataster aufgeführt. Nachfolgend finden sich aber weder im zweiten Abschnitt der Verordnung, welcher den Kataster der belasteten Standorte regelt, noch in anderen Artikeln der Verordnung konkrete Vorgaben zum Umgang mit belasteten Kinderspielplätzen. Dies führt zu Rechtsunsicherheiten. Dass belastete Kinderspielplätze nicht in den KbS eingetragen werden sollen, ergibt sich nicht direkt aus dem bestehenden Art. 5, sondern nur indirekt aus den Ausführungen in Art. 32c USG. Mit der vorgeschlagenen Ergänzung wird der Verfahrensschritt «Erfassung in einem Kataster» auch für belastete Kinderspielplätze klar geregelt.

Detaillierte Stellungnahme

Titel / Frage	Art. 1 Abs. 1 und Abs. 2 Einleitungssatz, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Diese Verordnung soll sicherstellen, dass belastete Standorte und belastete Kinderspielplätze (Art. 2 Abs. 2) saniert werden, wenn sie zu schädlichen oder lästigen Einwirkungen führen oder wenn die konkrete Gefahr besteht, dass solche Einwirkungen entstehen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Neutrale Haltung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Die belasteten Kinderspielplätze (als nicht belastete Standorte) sind im Zweck und Gegenstand dieser Verordnung nicht berücksichtigt. Es ist somit fragwürdig, ob die belasteten Kinderspielplätze betreffend der nachfolgenden Verfahrensschritte geregelt werden müssen oder können.

Titel / Frage	Art. 1 Abs. 1 und Abs. 2 Einleitungssatz, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Sie regelt für die Bearbeitung belasteter Standorte und belasteter Kinderspielplätze die folgenden Verfahrensschritte: ...
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 2 Abs. 1 Bst. d und Abs. 2 – 4, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	<p>1 Belastete Standorte sind Orte, deren Belastung von Abfällen stammt und die eine beschränkte Ausdehnung aufweisen. Sie umfassen:</p> <p style="padding-left: 40px;">d.PFAS-Feuerlösch-Standorte: Standorte, die durch Löschschäume verunreinigt wurden, die per- und polyfluorierte Alkylverbindungen (PFAS) enthalten.</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Antrag</p> <p>Die PFAS-Feuerlösch-Standorte sind den bestehenden belasteten Standorten zuzuordnen.</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Die Schaffung eines eigenständigen Standorttyps «PFAS-Feuerlösch-Standorte» bringt keinen Mehrwert. Die Einführung eines neuen Standorttyps führt hingegen dazu, dass sämtliche Kantone umfangreiche und teure Anpassungen an ihren Datenbanken zu den belasteten Standorten vornehmen müssen. Weiter müsste auch das minimale Geodatenmodell (MGDM) überarbeitet und der Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB) angepasst werden. Diese Änderungen wären mit hohen personellen und finanziellen Aufwänden bei den Kantonen verbunden.</p> <p>Wir schlagen vor, Löschübungsplätze bzw. -anlagen als Betriebsstandorte und Brände als Unfallstandorte zu klassifizieren und dies entsprechend in den Erläuterungen zu präzisieren.</p>

Titel / Frage	Art. 2 Abs. 1 Bst. d und Abs. 2 – 4, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Belastete öffentliche Kinderspielplätze und Grünflächen (belastete Kinderspielplätze) sind der Allgemeinheit zur Benutzung offenstehende Standorte im Eigentum von öffentlich-rechtlichen Körperschaften, deren Böden mit umweltgefährdenden Stoffen belastet sind und auf denen regelmässig Kleinkinder spielen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Neuer Abs. 2 soll eigentlich Abst. 1bis sein
Begründung / Bemerkung	Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.

Titel / Frage	Art. 2 Abs. 1 Bst. d und Abs. 2 – 4, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Sanierungsbedürftig sind belastete Standorte und belastete Kinderspielplätze, wenn sie zu schädlichen oder lästigen Einwirkungen führen oder wenn die konkrete Gefahr besteht, dass solche Einwirkungen entstehen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Neuer Abs. 3 soll eigentlich Abst. 2 sein/bleiben
Begründung / Bemerkung	Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.

Titel / Frage	Art. 2 Abs. 1 Bst. d und Abs. 2 – 4, Abs. 4
Artikel Detail / andere Informationen	4 Altlasten sind sanierungsbedürftige belastete Standorte und belastete Kinderspielplätze.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>3 Altlasten sind sanierungsbedürftige belastete Standorte und sanierungsbedürftige belastete Kinderspielplätze.</p> <p>Neuer Abs. 4 soll eigentlich Abst. 3 sein/bleiben</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Gemäss geltender Praxis des Bundesgerichts, die sich auf das USG und die AltIV stützt, ist ein Standort nur dann eine Altlast, wenn er nicht nur belastet, sondern auch sanierungsbedürftig ist. Das Weglassen des Wortes «sanierungsbedürftig» würde bedeuten, dass jeder belastete Kinderspielplatz als Altlast gelten würde, unabhängig von der tatsächlichen Gefährdung. Dies würde eine Sanierungspflicht und die damit verbundenen Kostenfolgen auslösen, auch wenn die gesetzlichen Voraussetzungen für eine Sanierung (konkrete Gefahr) nicht erfüllt wären.</p> <p>Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.</p>

Titel / Frage	Art. 3 Einleitungssatz
Artikel Detail / andere Informationen	Belastete Standorte und belastete Kinderspielplätze dürfen durch die Erstellung oder Änderung von Bauten und Anlagen nur verändert werden, wenn: ...
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Belastete Standorte dürfen durch die Erstellung oder Änderung von Bauten und Anlagen nur verändert werden, wenn: ...
Begründung / Bemerkung	<p>Damit ein Baugesuch im Rahmen eines koordinierten Baubewilligungsverfahrens der für die Altlastenbearbeitung zuständigen kantonalen Behörde zur Beurteilung weitergeleitet wird, benötigt es einen Eintrag im Kataster der belasteten Standorte (KbS). Ohne einen solchen Eintrag ist weder die verfahrensführende Gemeinde noch die koordinierende Stelle beim Kanton in der Lage, zu erkennen, dass es im konkreten Einzelfall eine Beurteilung nach Art. 3 AltIV benötigt. Da belastete Kinderspielplätze nicht in den KbS eingetragen werden, kann aus verfahrenstechnischen Gründen folglich auch keine Beurteilung nach Art. 3 AltIV erfolgen. Entsprechend würde man mit der vorgeschlagenen Ergänzung die Kantone zu etwas verpflichten, was sie gar nicht erfüllen können.</p>

Titel / Frage	Art. 7 Voruntersuchung, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Aufgrund der Prioritätenordnung verlangt die Behörde für die untersuchungsbedürftigen belasteten Standorte innert angemessener Frist die Durchführung einer Voruntersuchung, die in der Regel aus einer historischen und einer technischen Untersuchung besteht.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Die bisherige Systematik der Absätze 2 bis 4 ist beizubehalten. In der Konsequenz sollte Abs. 3 E-AltIV in Abs. 5 (neu) verschoben werden.

Titel / Frage	Art. 7 Voruntersuchung, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Wird bei Kinderspielplätzen (Art. 2 Abs. 2) ein Sanierungsbedarf erwartet, verlangt die Behörde innert angemessener Frist eine Voruntersuchung, die in der Regel nur aus einer technischen Untersuchung besteht.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>1^{bis} Für belastete Kinderspielplätze (Art. 2 Abs. 1bis), bei denen untersucht werden muss, ob sie sanierungsbedürftig sind, verlangt die Behörde innert angemessener Frist eine Voruntersuchung, die in der Regel nur aus einer technischen Untersuchung besteht.</p> <p>Neuer Abs. 2 soll eigentlich Abst. 1bis sein.</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Dieser Absatz ist zu präzisieren, da er sich nur auf «öffentlichen Kinderspielplätzen und öffentlichen Grünflächen» bezieht. Ohne diese Präzisierung wären die privaten Kinderspielplätze und Grünflächen mitgemeint. Des Weiteren ist das Kriterium, wann ein belasteter Kinderspielplatz untersucht werden muss, an die Formulierung in Art. 5 Abs. 4 Bst. b anzugleichen. Dieser regelt, wann ein belasteter Standort untersucht werden muss. Da es in Bezug auf Bodenbelastungen keinen Überwachungsbedarf gibt, ist jedoch nur auf die Sanierungsbedürftigkeit zu verweisen.</p> <p>Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.</p>

Titel / Frage	Art. 7 Voruntersuchung, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Mit der Voruntersuchung werden die für die Beurteilung der Überwachungs- und Sanierungsbedürftigkeit erforderlichen Angaben (Art. 8) ermittelt und im Hinblick auf die Gefährdung der Umwelt bewertet (Gefährdungsabschätzung).
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Neuer Abs. 3 soll eigentlich Abst. 5 sein
Begründung / Bemerkung	Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.

Titel / Frage	Art. 7 Voruntersuchung, Abs. 4-6
Artikel Detail / andere Informationen	4-6 Bisherige Absätze 2-4
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Ehemalige Abs.3 (Abs. 4 laut neue Nummerierung): Text zu ändern:</p> <p>Der Behörde muss ein Pflichtenheft über den Gegenstand, den Umfang und die Methoden der technischen Untersuchung zur Stellungnahme vorgelegt werden. Bei belasteten Standorten wird dieses aufgrund der historischen Untersuchung erstellt.</p> <p>Abs. 2-4 sollen so nummeriert bleiben.</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Gemäss Art. 7 Abs. 2 (bzw. Art. 7 Abs. 1bis) wird bei belasteten Kinderspielplätzen in der Regel keine historische Untersuchung durchgeführt. Infolgedessen ist auch die Formulierung in Art. 7 Abs. 3 anzupassen.</p> <p>Anpassung der Systematik: Wie eingangs erwähnt, ist die Position eines Absatzes innerhalb einer Norm ist Teil ihrer Systematik. Die hier vorgeschlagenen Anpassungen können die Rechtssicherheit beeinträchtigen.</p>

Titel / Frage	Art. 8 Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Behörde beurteilt auf Grund der Voruntersuchung, ob der belastete Standort oder belastete Kinderspielplatz nach den Artikeln 9–12 überwachungs- oder sanierungsbedürftig ist. Sie berücksichtigt dabei auch Einwirkungen, die durch andere Standorte oder durch Dritte verursacht werden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Neutrale Haltung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Wir weisen darauf hin, dass bei «belastetem Kinderspielplatz» nur das Schutzgut Boden betroffen ist. Ein Überwachungs- und Sanierungsbedarf hinsichtlich der Schutzgüter Grundwasser, Oberflächengewässer oder Luft ist bei diesem Standorttyp nicht anzunehmen.

Titel / Frage	Art. 9 Abs. 1bis
Artikel Detail / andere Informationen	1bis Steht bei einem belasteten Standort nach mehrjähriger Überwachung fest, dass aufgrund des Verlaufs der Schadstoffkonzentration und der Standorteigenschaften mit grosser Wahrscheinlichkeit kein Sanierungsbedarf nach Absatz 2 zu erwarten ist, so ist der Standort nicht mehr überwachungsbedürftig.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 10 Abs. 1bis
Artikel Detail / andere Informationen	1bis Steht bei einem belasteten Standort nach mehrjähriger Überwachung fest, dass aufgrund des Verlaufs der Schadstoffkonzentration und der Standorteigenschaften mit grosser Wahrscheinlichkeit kein Sanierungsbedarf nach Absatz 2 zu erwarten ist, so ist der Standort nicht mehr überwachungsbedürftig.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 12 Abs. 1 und 2, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Ein Boden, der ein belasteter Standort, ein belasteter Kinderspielplatz oder ein Teil solcher Standorte ist, ist sanierungsbedürftig, wenn ein in ihm enthaltener Stoff einen Konzentrationswert nach Anhang 3 überschreitet. Dies gilt auch für Böden, für die bereits eine Nutzungsbeschränkung verfügt wurde.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	1 Ein Boden, der ein belasteter Standort, ein belasteter Kinderspielplatz oder ein Teil von einem dieser beiden Standorte ist, ist sanierungsbedürftig, wenn ein in ihm enthaltener Stoff einen Konzentrationswert nach Anhang 3 überschreitet. Dies gilt auch für Böden, für die bereits eine Nutzungsbeschränkung verfügt wurde.
Begründung / Bemerkung	Art. 12 Abs. 1 und 2 zeigen auf, welche Schwierigkeiten aus der im USG gewählten Terminologie resultieren. Die Formulierung muss so präzise sein, dass der in den allgemeinen Bemerkungen geschilderte Zusammenhang zwischen den Begriffen klar ersichtlich wird, um Rechtsunsicherheiten zu vermeiden.

Titel / Frage	Art. 12 Abs. 1 und 2, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Böden, die nach Absatz 1 nicht sanierungsbedürftig sind, obwohl sie belastete Standorte, belastete Kinderspielplätze oder Teile davon sind, und Einwirkungen von solchen Standorten auf Böden werden gemäss VBBo beurteilt.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	2 Böden, die nach Absatz 1 nicht sanierungsbedürftig sind, obwohl sie belastete Standorte, belastete Kinderspielplätze oder Teile von einem dieser beiden Standorte sind, und Einwirkungen von solchen Standorten auf Böden werden gemäss VBBo beurteilt.
Begründung / Bemerkung	Art. 12 Abs. 1 und 2 zeigen auf, welche Schwierigkeiten aus der im USG gewählten Terminologie resultieren. Die Formulierung muss so präzise sein, dass der in den allgemeinen Bemerkungen geschilderte Zusammenhang zwischen den Begriffen klar ersichtlich wird, um Rechtsunsicherheiten zu vermeiden.

Titel / Frage	Art. 13 Abs. 2 Einleitungssatz
Artikel Detail / andere Informationen	2 Ist ein belasteter Standort oder belasteter Kinderspielplatz sanierungsbedürftig (Altlast), so verlangt die Behörde, dass: ...
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 14 Abs. 1 Bst. a
Artikel Detail / andere Informationen	1 Zur Beurteilung der Ziele und der Dringlichkeit der Sanierung werden die folgenden Angaben detailliert ermittelt und auf Grund einer Gefährdungsabschätzung bewertet: a.Art, Lage, Menge und Konzentration der am belasteten Standort oder belasteten Kinderspielplatz vorhandenen umweltgefährdenden Stoffe;
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	a.Art, Lage, Menge und Konzentration der am belasteten Standort vorhandenen umweltgefährdenden Stoffe;
Begründung / Bemerkung	Eine Detailuntersuchung ist bei einem belasteten Kinderspielplatz nicht sinnvoll.

Titel / Frage	Art. 18 Abs. 1 Bst. c
Artikel Detail / andere Informationen	<p>1 Die Behörde beurteilt das Sanierungsprojekt. Sie berücksichtigt dabei insbesondere:</p> <p style="padding-left: 40px;">c. die Gefährdung der Umwelt durch den Standort vor und nach der Sanierung;</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 20 Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Untersuchungs-, Überwachungs- und Sanierungsmassnahmen sind vom Inhaber oder von der Inhaberin eines belasteten Standortes oder belasteten Kinderspielplatzes durchzuführen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 24 Bst. c
Artikel Detail / andere Informationen	<p>Von dem in dieser Verordnung geregelten Verfahren kann abgewichen werden, wenn:</p> <p style="padding-left: 40px;">c.ein belasteter Standort oder belasteter Kinderspielplatz durch die Erstellung oder Änderung einer Baute oder Anlage verändert wird;</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	II
Artikel Detail / andere Informationen	Diese Verordnung tritt am 1. November 2026 in Kraft.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Erläuternder Bericht zur Änderung der Altlasten-Verordnung (AltIV, SR 814.680)
Artikel Detail / andere Informationen	
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Verordnungspaket Umwelt Herbst 2026

Eröffnung	22.12.2025
Eingabefrist	12.04.2026
Zuständiges Departement	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK)
Zuständige Bundesstelle	Bundesamt für Umwelt BAFU (BAFU)
Zuständige Organisation	Sektion Politische Geschäfte
Adresse	Worbentalstrasse 68, 3063, Ittigen
Kontaktperson	Sereina Dick (sereina.dick@bafu.admin.ch), Noemie Lanz (noemie.lanz@bafu.admin.ch)
Telefon	+41 58 467 69 73

Wichtige Hinweise/Informationen

1. Tragen Sie Ihre Rückmeldungen bitte direkt in dieses Antwortformular ein und verwenden Sie kein separates Dokument.
2. **Die blau hinterlegten «Standard-Felder»** werden beim Upload auf «Consultations» nicht übernommen. Wir bitten Sie, die Kontaktinformationen direkt in «Consultations» zu bearbeiten.
3. Bitte wählen sie bei einer Rückmeldung jeweils ein «Akzeptanzkriterium»
4. Das Eingeben einer Rückmeldung ist freiwillig, wenn Sie jedoch bei der Rückmeldung etwas eingeben, müssen Sie ein Akzeptanzkriterium gewählt haben sonst wird die Eingabe nicht berücksichtigt.
5. Bitte nehmen Sie keine Formatierungsänderungen innerhalb der Felder vor. Unterhalb der Felder vor dem Seitenumbruch können Sie Notizen und Kommentare hinterlegen, diese werden beim Hochladen nicht berücksichtigt.
6. Bitte beachten Sie, dass pro Textfeld maximal 10000 Zeichen vom Tool übernommen werden. Längere Inhalte werden abgeschnitten.
7. Unter Hilfe & Kontakt finden Sie eine kurze Anleitung zur Nutzung der «Word-Vorlage»: [Hilfe & Kontakt - Upload-Word](#)
8. Bei Fragen steht Ihnen der Fachdienst «Consultations» gerne zur Verfügung: consultations@gs-edi.admin.ch

Kontakt "Stellungsnehmende" Information

Organisation / Firma	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abkürzung	
Zuständige Stelle	Amt für Umwelt
Adresse	Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
Vorname	Christophe
Name	Joerin
Telefonnummer (Rückfragen)	026 305 37 50
Eingereicht am	

Rückmeldung zum: Abfallverordnung

Generelle Stellungnahme

Rückmeldung zur Gesamtvorlage	Eher Zustimmung
Begründung / Bemerkung	<p>Die nun vorliegende Variante zur Umsetzung der Sammlung von privaten Siedlungsabfällen durch private Anbieter begrüßen wir im Grundsatz, jedoch bestehen noch einige offene Punkte. An verschiedenen Stellen ist eine Präzisierung notwendig, um den Vollzug der Abfallverordnung zu gewährleisten. Insbesondere ist es zentral, dass die Transparenz und Kontrolle, aber auch die Fristen sowie die Planungssicherheit nicht gefährdet werden. Einerseits muss der Bund die regelmässige Überprüfung der Anbieter sicherstellen. Andererseits sind den Kantonen diejenigen Informationen zuzustellen, damit diese ihre Vollzugsaufgaben (insb. Art. 4 VVEA) wahrnehmen können. Zudem ist die Pflicht zur Separatsammlung von drei auf fünf Jahre auszuweiten, um die kantonalen Abfallplanungen zu ermöglichen.</p> <p>Die geplanten Anpassungen der Grenzwerte für Dioxine (PCDD) und Furane (PCDF) in Rückständen aus der thermischen Abfallbehandlung werden begrüsst. Die Ablagerung unbehandelter Filterasche auf Deponien infolge von Behandlungskapazitätsengpässen wird hingegen kritisch beurteilt; in solchen Fällen sollte die Untertagedeponie erste Priorität erhalten.</p> <p>Für Rückfragen stehen wir gerne zur Verfügung und bedanken uns für die Berücksichtigung unserer Anliegen.</p>

Detaillierte Stellungnahme

Titel / Frage	Art. 3 Bst. s
Artikel Detail / andere Informationen	In dieser Verordnung bedeuten: s. Herstellerinnen und Hersteller: natürliche oder juristische Personen, die Produkte beruflich oder gewerblich herstellen oder zur gewerblichen Abgabe in die Schweiz einführen;
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6 Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Das Eidgenössische Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation (UVEK) kann die Abfallkategorien nach Anhang 1 den technischen Entwicklungen anpassen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6a Branchenvereinbarung
Artikel Detail / andere Informationen	<p>Das BAFU anerkennt auf Gesuch hin eine Branchenorganisation aufgrund einer privaten Branchenvereinbarung (Art. 32ater Abs. 1 USG), wenn sichergestellt ist, dass:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die zurückgenommenen Abfälle nach den Vorgaben von Art. 12 und der jeweiligen Spezialgesetzgebung entsorgt werden; b. die Interessenvertreter der Akteure der Entsorgungskette angemessen vertreten sind; c. alle involvierten Akteure der Entsorgungskette kostendeckend für ihre Aufwände entschädigt werden; d. die Stoffströme der Entsorgung transparent und nachvollziehbar dargelegt werden; und e. die Finanzströme unter Wahrung des Betriebsgeheimnisses transparent und nachvollziehbar dargelegt werden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Titel: Branchenorganisation</p> <p>Bst. a: die zurückgenommenen Abfälle zur Wiederverwendung vorbereitet werden oder nach den Vorgaben von Art. 12 und der jeweiligen Spezialgesetzgebung entsorgt werden.</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Titel: Im Artikel 6a wird die Anerkennung einer Branchenorganisation beschrieben, nicht diejenige einer Branchenvereinbarung.</p> <p>Bst. a: Bei bestimmten Abfallfraktionen wie z. B. Textilien ist eine Wiederverwendung durchaus möglich und erwünscht.</p> <p>Ferner weisen wir darauf hin, dass sich kommunale Sammelstellen auch weiterhin an den Sammlungen von Siedlungsabfällen beteiligen werden (z. B. Kunststoffe aus Haushalten). Gemeinden werden aber kaum Teil einer Branchenorganisation sein. Hier muss eine kostendeckende Entschädigung gewährleistet sein. Betreffend Buchstabe d müssen die konkreten Anforderungen an die Transparenz (Monitoring, Audits) für die jeweiligen Stoffströme in einer Vollzugshilfe festgelegt werden.</p>

Titel / Frage	Art. 6b Verfahren, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Gesuche nach Artikel 6a sind beim BAFU nach dessen Vorgaben einzureichen. Das BAFU stellt die Gesuchvorlagen zur Verfügung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6b Verfahren, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Die von Branchenorganisationen eingereichten Gesuche werden im Schweizerischen Handelsamtsblatt publiziert. Jede Person kann dem BAFU binnen 30 Tagen nach der Veröffentlichung eines Gesuches eine Stellungnahme dazu übermitteln.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6c Anerkennung und Publikation, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Anerkennung einer Branchenorganisation nach Artikel 6a gilt unbefristet.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6c Anerkennung und Publikation, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Die Entscheide über die Anerkennung werden im Schweizerischen Handelsamtsblatt publiziert.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6d Tätigkeitsbericht, Revision und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die anerkannten Branchenorganisationen nach Artikel 6a haben dem BAFU nach dessen Vorgaben jährlich bis am 30. April einen Bericht über ihre Tätigkeit im vorangegangenen Jahr einzureichen. Das BAFU stellt die jeweiligen Berichtsvorlagen zur Verfügung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6d Tätigkeitsbericht, Revision und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Eine anerkannte Branchenorganisation muss interne Kontrollen der Geschäftsführung durchführen und ein unabhängiges Revisionsorgan mit der Prüfung der internen Kontrollergebnisse und mit der Revision betrauen. Das Revisionsorgan kontrolliert insbesondere auch die Höhe und die korrekte Verwendung der Beiträge (Art. 6f und 6g).
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6d Tätigkeitsbericht, Revision und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Die Branchenorganisation muss diesem alle erforderlichen Auskünfte erteilen und Akteneinsicht gewähren. Die Ergebnisse der Kontrolle sind im Tätigkeitsbericht nach Absatz 1 festzuhalten.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6d Tätigkeitsbericht, Revision und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 4
Artikel Detail / andere Informationen	4 Das BAFU überprüft jährlich gestützt auf den Bericht nach Absatz 1, ob die Voraussetzungen für die Anerkennung der Branchenvereinbarung nach Artikel 6a erfüllt sind. Sind die Voraussetzungen nicht mehr gegeben, hebt das BAFU nach Anhörung der Betroffenen und Gewährung einer angemessenen Nachfrist die Anerkennung auf.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Neu Abs. 5: Das BAFU gewährt den Kantonen Einsicht in die Tätigkeitsberichte nach Art. 6d Abs. 1.
Begründung / Bemerkung	Insbesondere der Nachweis von Art. 6a Bst. a und d sind für die Kantone für den Vollzug grundlegend. Die kantonalen Behörden überprüfen die Verwertungswege von Abfällen, die auf ihrem Gebiet anfallen und sind dafür auf selbst erhobene Daten sowie Daten von Bund und Gemeinden angewiesen. Da die Abfälle weiterhin als Siedlungsabfälle gelten, müssen die Kantone diese in ihre Abfallplanung aufnehmen. Alternativ kann der Nachweis von Art 6a in Form eines Kurzberichts vom BAFU den Kantonen zur Verfügung gestellt werden.

Titel / Frage	Art. 6e Beiträge von Nichtmitgliedern an eine anerkannte Branchenorganisation
Artikel Detail / andere Informationen	<p>Die folgenden Marktteilnehmenden müssen einer vom BAFU gemäss Artikel 6a anerkannten Branchenorganisation einen vorgezogenen Entsorgungsbeitrag (Beitrag) für die von ihnen in Verkehr gebrachten Produkte entrichten, wenn sie keine Mitglieder dieser Branchenorganisation sind, aber von deren Entsorgungsdienstleistungen profitieren:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. Herstellerinnen und Hersteller; und b. ausländische Online-Versandhandelsunternehmen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Es muss sichergestellt werden, dass auch ausländische Online-Versandhandelsunternehmen wie Shein einen Beitrag entrichten.

Titel / Frage	Art. 6f Höhe der Beiträge, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Höhe der Beiträge richtet sich nach den voraussichtlichen Kosten der Tätigkeiten nach Artikel 6g.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Die Berechnung der Kosten muss auch die allfällige Entschädigung kommunaler Sammelstellen beinhalten (s. auch Rückmeldung zu Art. 6a VVEA).

Titel / Frage	Art. 6f Höhe der Beiträge, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Die Branchenorganisation unterbreitet dem BAFU einen begründeten Vorschlag über die Höhe der Beiträge und überprüft sie jährlich.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6f Höhe der Beiträge, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Das UVEK legt die Höhe der Beiträge fest und passt sie bei Bedarf an.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6g Verwendung der Beiträge, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Branchenorganisation darf die Beiträge der Nichtmitglieder ausschliesslich für die Finanzierung von Entsorgungstätigkeiten oder für damit zusammenhängende Aufwände, insbesondere die Informationstätigkeit, verwenden, welche dem Stand der Technik (Art. 12) entsprechen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	... die Beiträge der Nichtmitglieder ausschliesslich für die Finanzierung zur Vorbereitung der Wiederverwendung oder von Entsorgungstätigkeiten oder für damit zusammenhängende Aufwände...
Begründung / Bemerkung	Auch die Vorbereitung zur Wiederverwendung von z. B. Alttextilien soll abgedeckt sein (s. auch Rückmeldung zu Art. 6a VVEA).

Titel / Frage	Art. 6g Verwendung der Beiträge, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Beitragspflichtige müssen der Branchenorganisation die Menge der in Verkehr gebrachten beitragsbelasteten Produkte nach deren formellen Vorgaben melden.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6h Fälligkeit, Zahlungsfrist und Verfahren, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Branchenorganisation stellt den Nichtmitgliedern nach Artikel 6e die Beiträge in Rechnung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6h Fälligkeit, Zahlungsfrist und Verfahren, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Der Beitrag wird fällig mit Eintreffen der Rechnung bei den Nichtmitgliedern oder, bei bestrittener Rechnung, mit Rechtskraft der Gebührenverfügung nach Absatz 3. Die Zahlungsfrist beträgt 30 Tage ab Fälligkeit.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 6h Fälligkeit, Zahlungsfrist und Verfahren, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Das BAFU erlässt bei Streitigkeiten über die Rechnung eine Gebührenverfügung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

<p>Titel / Frage</p>	<p>Art. 13a Freiwillige Sammlung von Siedlungsabfällen durch Private, Abs. 1</p>
<p>Artikel Detail / andere Informationen</p>	<p>1 Das BAFU bewilligt Gesuche von privaten Anbieterinnen und Anbieter zur freiwilligen Sammlung von Siedlungsabfällen nach Artikel 3 Buchstabe a Ziffern 1–3, welche sich für die Vorbereitung zur Wiederverwendung oder für die stoffliche Verwertung eignen, wenn:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die gesammelten Abfälle mehrheitlich der Wiederverwendung zugeführt oder stofflich verwertet werden; b. die Verwertung nach dem Stand der Technik (Art. 12) erfolgt und allfällige Vorgaben nach Absatz 4 eingehalten werden; c. die nicht stofflich verwertbaren Anteile der gesammelten Abfälle vorrangig stofflich-energetisch und dann im Inland rein energetisch verwertet werden; d. alle involvierten Akteure der Entsorgungskette kostendeckend für die Aufwände entschädigt werden; e. der gesteigerte Umweltnutzen der Vorbereitung zur Wiederverwendung oder stofflichen Verwertung gegenüber der stofflich-energetischen und energetischen Verwertung mittels einer Ökobilanz aufgezeigt wird, die durch einen unabhängigen Dritten zu erfolgen hat und von einem weiteren externen Gutachter bestätigt werden muss; f. die Stoffströme dem BAFU gemäss Artikel 13c Absatz 2 jährlich transparent und nachvollziehbar offengelegt werden; g. die Finanzströme unter Wahrung des Betriebsgeheimnisses transparent und nachvollziehbar dargelegt werden; h. die Sammlung mindestens drei Jahre angeboten wird; <p>und</p> <ul style="list-style-type: none"> i. die Einstellung einer Sammlung dem BAFU mindestens 6 Monate vorgängig kommuniziert wird.
<p>Akzeptanz (Dropdown auswählen)</p>	<p>Zustimmung mit Anpassung</p>
<p>Gegenvorschlag</p>	<p>Bst. c: die nicht stofflich verwertbaren Anteile der gesammelten Abfälle im Inland vorrangig stofflich-energetisch und dann rein energetisch verwertet werden müssen.</p> <p>Bst. h: die Sammlung mindestens fünf Jahre angeboten wird</p> <p>Bst. i: die Einstellung der Sammlung dem BAFU mindestens achtzehn Monate vorgängig kommuniziert wird.</p>

	<p>Bst. j (neu): eine Steigerung des Anteils an Wiederverwendung sowie Wiederverwertung gegenüber dem vorherigen Bewilligungszeitraum angestrebt wird.</p>
<p>Begründung / Bemerkung</p>	<p>Zu den einzelnen Buchstaben äussern wir uns wie folgt:</p> <p>Bst. c: Die Schweiz ist mit ihren Zementwerken in der Lage, geeignete Abfälle stofflich-energetisch zu verwerten. Durch eine Verwertung der Sortierreste im Inland ist die sichere Entsorgung einfacher nachvollziehbar und transparent. Es gilt bezüglich stofflich-energetischer Verwertung die Definition des BAFU (mind. 20% Schlackeanteil des Abfalls).</p> <p>Bst. h: Die Kantone müssen gemäss Art. 4 VVEA Abs 3 alle fünf Jahre ihre kantonale Abfallplanung überprüfen. Ebenso wird die Bewilligung alle fünf Jahre erneuert. Daher soll die Pflicht zur Separatsammlung für fünf Jahre bestehen. Eine kantonale Abfallplanung ist sonst nicht möglich.</p> <p>Bst. i: Eine Frist von sechs Monaten ist zu kurz, um als Gemeinde oder Kanton eine WTO-konforme Ausschreibung und Vergabe zur Sammlung von bestimmten Abfallfraktionen zu machen. Hier sind 18 Monate Vorlaufzeit notwendig.</p> <p>Bst. j: Eine kontinuierliche Verbesserung gegenüber dem Status quo soll angestrebt werden, um Innovationen zu fördern.</p>

Titel / Frage	Art. 13a Freiwillige Sammlung von Siedlungsabfällen durch Private, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Die Gesuche sind beim BAFU nach dessen Vorgaben einzureichen. Das BAFU stellt die Gesuchvorlagen zur Verfügung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 13a Freiwillige Sammlung von Siedlungsabfällen durch Private, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Vor Erteilung der Bewilligung hört das BAFU die betroffenen Kantone und Branchenorganisationen an.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>Abs. 3 (neu): Das BAFU bewilligt die Abfallart, den Sammelzeitraum und das Sammelgebiet. Es legt die Anforderungen an die Sammlung fest.</p> <p>Anpassung Nummerierung Abs. 3</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Der Zusammenhang zwischen Art. 31b Abs. 4 USG, der gemeinsam mit der vorliegenden VVEA-Revision in Kraft treten soll, und der VVEA-Revision ist unseres Erachtens noch nicht ausreichend hergestellt. Gemäss unserer Lesart sind die Siedlungsabfälle mit dem vorliegenden VVEA-Entwurf immer noch im Monopol der Kantone, aber zusätzlich zu den Kantonen können auch bewilligte Private freiwillig Siedlungsabfälle separat sammeln. Gestützt auf Art. 31b Abs. 4 USG muss das BAFU u. a. auch die Abfallart bestimmen, für die die private Sammlung zulässig ist. Daher soll neu ein Absatz eingefügt werden.</p> <p>In einer Vollzugshilfe sollen Einzelheiten geklärt werden, beispielsweise die Zusammenarbeit mit nicht bewilligten Partnern oder die Berechnung der Ökobilanz (z. B. Berücksichtigung Hol- und Bringsammlung).</p>

Titel / Frage	Art. 13a Freiwillige Sammlung von Siedlungsabfällen durch Private, Abs. 4
Artikel Detail / andere Informationen	4 Das UVEK kann für bestimmte Abfallarten weitere Anforderungen, insbesondere Verwertungsquoten, festlegen.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Anpassung der Nummerierung
Begründung / Bemerkung	Aufgrund neu eingefügtem Absatz 3

Titel / Frage	Art. 13b Bewilligung und Publikation, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die Bewilligung nach Artikel 13a wird nach Anhörung der Kantone längstens für fünf Jahre erteilt und berücksichtigt die Abfallplanung der Kantone nach Art. 4
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 13b Bewilligung und Publikation, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	2 Die zur Sammlung befugten Anbieterinnen und Anbieter und die von ihnen gesammelten Siedlungsabfälle werden vom BAFU in einer Liste publiziert, diese wird laufend aktualisiert.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 13b Bewilligung und Publikation, Abs. 3
Artikel Detail / andere Informationen	3 Die Anbieterinnen und Anbieter informieren die betroffenen Kantone und Gemeinden laufend über ihre Tätigkeiten, mindestens aber 6 Monate vor Beginn und vor Einstellung der Sammlung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	3 Die Anbieterinnen und Anbieter informieren die betroffenen Kantone und Gemeinden laufend über ihre Tätigkeiten, mindestens aber 18 Monate vor Beginn und vor Einstellung der Sammlung.
Begründung / Bemerkung	Eine kantonale Abfallplanung ist mit kurzfristigen Änderungen nicht vereinbar. Eine Frist von sechs Monaten ist zu kurz, um als Gemeinde oder Kanton eine WTO konforme Ausschreibung und Vergabe zur Sammlung von bestimmten Abfallfraktionen zu machen.

Titel / Frage	Art. 13c Tätigkeitsbericht und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 1
Artikel Detail / andere Informationen	1 Die privaten Anbieterinnen und Anbieter mit einer Bewilligung nach Artikel 13a haben dem BAFU nach dessen Vorgaben jährlich bis am 30. April einen Bericht über ihre Tätigkeit im vorangegangenen Jahr einzureichen. Das BAFU stellt die jeweiligen Berichtsvorlagen zur Verfügung.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Art. 13c Tätigkeitsbericht und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	<p>2 In dem Bericht nach Absatz 1 müssen die Stoffströme dem BAFU jährlich transparent und nachvollziehbar offengelegt werden. Zumindest enthält der Bericht die folgenden Angaben:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. die Sammelmenge nach Region; und b. die Menge und den Ort der Sortierung, der stofflichen Verwertung und des Rezyklateinsatzes, aufgeteilt nach den verschiedenen Materialien.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<ul style="list-style-type: none"> a. Liste der Gemeinden, in denen die bewilligte Sammlung stattfindet sowie die Sammelmengen nach Kantonen; und b. die gesamte gesammelte Menge, der Anteil an Nicht-Zielartikeln und Fremdstoffen in der Sammlung, den Orten der Sortierung, Angaben zu den Mengen stofflich nicht verwertbarer Anteile der Sammlung und deren Entsorgung in der Schweiz, Angaben zu den Mengen, die einer Wiederverwendung zugeführt werden und Angaben zur stofflichen Verwertung und des Rezyklateinsatzes, aufgeteilt nach den verschiedenen Materialien. c. eine vollständige Liste aller Abnehmer (Zweck z. B. Wiederverwendung, Unternehmen und Land) der Fraktionen aus der Sortierung d. dem Siedlungsabfall zuzuordnende Belege wie Rechnungen, sowie interne Sortiersuche auf den Sortieranlagen sind 5 Jahre aufzubewahren und dem BAFU auf Verlangen vorzuzeigen
Begründung / Bemerkung	Nur mit diesen Anforderungen ist die Nachvollziehbarkeit der Stoffströme und die Überprüfung der Angaben möglich. Alternativ kann im Verordnungstext auf die Berichtsvorlage verwiesen werden, der die Punkte gemäss Gegenvorschlag beinhaltet.

Titel / Frage	Art. 13c Tätigkeitsbericht und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 2
Artikel Detail / andere Informationen	3 Das BAFU überprüft jährlich gestützt auf den Bericht nach Absatz 1, ob die Voraussetzungen für die Bewilligung nach Artikel 13a erfüllt sind. Sind die Voraussetzungen nicht mehr gegeben, hebt das BAFU nach Anhörung der Betroffenen und Gewährung einer angemessenen Nachfrist die Bewilligung auf.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Das BAFU überprüft jährlich gestützt auf den Bericht nach Absatz 1, ob die Voraussetzungen für die Bewilligung nach Artikel 13a erfüllt sind. Sind die Voraussetzungen nicht mehr gegeben, hebt das BAFU nach Anhörung der Betroffenen und Gewährung einer angemessenen Nachfrist die Bewilligung entschädigungslos auf.
Begründung / Bemerkung	<p>Die Einhaltung der Anforderungen nach Art. 31b Abs. 5 USG und Art. 13a VVEA sollte nicht nur im Gesuch dargelegt, sondern auch von der Bewilligungsbehörde regelmässig überprüft werden. Die Erfahrungen der Kantone haben gezeigt, dass ein Monitoring – stichprobenmässig bis auf Belegbasis – und Audits wesentlich für die Einhaltung der Bestimmungen sind. Ein solcher Kontrollmechanismus ist zentral, damit die VVEA-Revision die erwünschte Wirkung, die Reduktion der Umweltbelastungen der Entsorgung, erzielen kann.³</p> <p>Eine entsprechende Präzisierung bietet dem BAFU Rechtssicherheit in Bezug auf Entschädigungsforderungen bei Entzug der Bewilligung – analoge Handhabung bei kantonalen Bewilligungen.</p>

Titel / Frage	Art. 13c Tätigkeitsbericht und jährliche Prüfung der Voraussetzungen, Abs. 4
Artikel Detail / andere Informationen	4 Das BAFU kann die eingereichten Berichte, insbesondere die Stoffströme der Separatsammlungen, anonymisiert und in aggregierter Form publizieren.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	Abs. 4 (neu): Die Berichte werden den betroffenen Kantonen zur Verfügung gestellt. Abs. 5: Das BAFU veröffentlicht die eingereichten Berichte, insbesondere die Stoffströme der Separatsammlungen, anonymisiert und in aggregierter Form.
Begründung / Bemerkung	Die kantonalen Behörden benötigen die Abfalldaten für die Abfallstatistik sowie für die Abfallplanung. Dies gilt insbesondere für den Fall eines Entzugs einer Bewilligung. Ferner sollten die Daten nach dem Öffentlichkeitsprinzip in jedem Fall durch das BAFU veröffentlicht werden.

Titel / Frage	Art. 32 Abs. 2 Bst. b und g
Artikel Detail / andere Informationen	<p>2 Inhaberinnen und Inhaber von Anlagen müssen diese so betreiben, dass:</p> <p>b. halogenierte organische Verbindungen bei der Behandlung möglichst vollständig zersetzt und nur minimal neu gebildet werden; insbesondere muss die Konzentration von Dioxinen (PCDD) und Furanen (PCDF) in den Rückständen aus der thermischen Behandlung von Abfällen so niedrig sein, als nach dem Stand der Technik möglich ist;</p> <p>g. bei Anlagen, in denen Siedlungsabfälle oder Abfälle vergleichbarer Zusammensetzung verbrannt werden, Metalle aus der Filterasche zurückgewonnen werden; im Falle einer Betriebsstörung beim Metallrückgewinnungsprozess oder eines Unterbruchs im festgelegten Entsorgungsweg darf, mit Zustimmung der kantonalen Behörden und des BAFU, Filterasche in hydraulisch gebundener Form auf Deponien oder Kompartimenten des Typs C abgelagert werden, sofern die vorhandenen Behandlungskapazitäten für die Rückgewinnung ausgelastet sind.</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung mit Anpassung
Gegenvorschlag	<p>bei Anlagen, in denen Siedlungsabfälle oder Abfälle vergleichbarer Zusammensetzung verbrannt werden, Metalle aus der Filterasche zurückgewonnen werden; im Falle einer Betriebsstörung beim Metallrückgewinnungsprozess oder eines Unterbruchs im festgelegten Entsorgungsweg darf, mit Zustimmung der kantonalen Behörden und des BAFU, Filterasche in hydraulisch gebundener Form für eine befristeten Periode auf einer Untertagedeponie oder auf Deponien oder Kompartimenten des Typs C abgelagert werden, sofern die vorhandenen Behandlungskapazitäten für die Rückgewinnung ausgelastet sind.</p>
Begründung / Bemerkung	<p>Die kantonalen Behörden sollten entscheiden, ob Filterasche (wie dies heute üblich ist) auf Untertagedeponien oder auf Deponien resp. Kompartimenten des Typs C abgelagert werden. Ferner ist eine zeitliche Befristung vorzusehen, damit die Flugaschenwäsche möglichst zeitnah wieder in Betrieb genommen wird.</p>

Titel / Frage	Art. 52b
Artikel Detail / andere Informationen	Aufgehoben
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	III
Artikel Detail / andere Informationen	Diese Verordnung tritt am 1. November 2026 in Kraft.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Anhang 5
Artikel Detail / andere Informationen	Anforderungen an Abfälle zur Ablagerung
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Ziff. 3.1 Bst. a
Artikel Detail / andere Informationen	<p>3.1 Auf Deponien und Kompartimenten des Typs C dürfen folgende Abfälle abgelagert werden, soweit sie die Anforderungen nach den Ziffern 3.2–3.5 erfüllen:</p> <p>a. Rauchgasreinigungsrückstände aus Anlagen, in denen Siedlungsabfälle oder Abfälle vergleichbarer Zusammensetzung verbrannt werden, sofern die Vorgaben gemäss Artikel 32 Absatz 2 Buchstabe g erfüllt wurden;</p>
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	Sofern Art. 32 Abs. 2 Buchstabe g geändert wird.

Titel / Frage	Ziff. 3.3
Artikel Detail / andere Informationen	3.3 Rückstände aus der thermischen Behandlung von Abfällen sollen so wenig an Dioxinen (PCDD) und Furanen (PCDF) enthalten, als nach dem Stand der Technik möglich ist, höchstens aber 5 µg Toxizitätsäquivalente (TEQ) pro kg. Die Berechnung des Gehalts erfolgt aufgrund von Toxizitätsäquivalenzfaktoren (TEF) nach dem Stand der Technik.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Ziff. 4.2
Artikel Detail / andere Informationen	4.2 Rückstände aus der thermischen Behandlung von Abfällen sollen so wenig an Dioxinen (PCDD) und Furanen (PCDF) enthalten, als nach dem Stand der Technik möglich ist, höchstens aber 5 µg Toxizitätsäquivalente (TEQ) pro kg. Die Berechnung des Gehalts erfolgt aufgrund von Toxizitätsäquivalenzfaktoren (TEF) nach dem Stand der Technik.
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	

Titel / Frage	Erläuternder Bericht zur Änderung der Abfallverordnung (VVEA, SR 814.600)
Artikel Detail / andere Informationen	
Akzeptanz (Dropdown auswählen)	Zustimmung
Gegenvorschlag	
Begründung / Bemerkung	